

PR MOHAMED YOUSEFI (PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE)

**La vaccination est
 "l'unique arme qui peut
 mettre fin à l'épidémie"**

P3

MOSTEFA KHIATI, (PRÉSIDENT DE LA FOREM) À LA NATION

**"Les enquêtes épidémiologiques
 invisibles et inaudibles"**

• Les pandémies viennent et repartent,
 le système de santé reste

P2



ACQUISITION DU VACCIN PAR L'ALGÉRIE

Short liste et des contrats en cours de finalisation

P3



En Vrac

Du pain sur la planche

Par Madjid Khelassi

Tebboune veut une campagne de vaccination anti-Covid dès janvier 2021... Dans son tweet de dimanche soir, le président de la République a instruit le Premier ministre à l'effet de présider, sans délai, une réunion avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, en vue de choisir le vaccin adéquat anti-Covid et de lancer la vaccination dès janvier 2021.

L'exécutif au pied du mur ? Oui, sachant que pour le moment, l'Algérie n'a engagé aucune pré-commande auprès des laboratoires ayant déjà commercialisé leurs vaccins et que la commande pour l'acquisition d'un vaccin ne peut être satisfaite du jour au lendemain. Janvier 2021 donne déjà la trouille à la Task force présidée par le Premier Ministre quant à la satisfaction du vœu (ordre) du Président pour le premier mois de l'année qui vient. Certains spécialistes estiment qu'il est impossible pour l'Algérie d'acquérir le vaccin mis au point par Pfizer/BioNtech, qui nécessite des températures à moins 70 ou moins 80 degrés pour son stockage et sa conservation. Conditions de conservations inexistantes pour le moment dans le pays.

Les mêmes spécialistes estiment qu'on va droit vers le vaccin russe ou chinois (non encore requalifié par l'OMS) qui peuvent se conserver à des températures entre - 8 et - 6 degrés. Ceci dit, la date retenue par Tebboune pour un vaccin en janvier 2021 qui prend de court le Comité Covid, est le premier test d'envergure pour le gouvernement Djerad quant à sa capacité à être présent au jour J et à l'heure H. Janvier 2021, le compte à rebours a débuté. La trouille pour les responsables aussi. Serions-nous prêts ? L'impératif, nommé janvier fascine et fait peur. Le discours politique et social- qui va de l'AADL aux zones d'ombres et qui constituait jusque-là le vademecum de notre roman national - s'éclipse devant un vaccin à ramener dans moins de 2 semaines. Djerad et son staff ont du pain sur la planche...

Sport

FOOT / LIGUE 1
 (5E JOURNÉE)

**CSC - USMA à l'affiche,
 la JSS pour une place
 de leader**

P11



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

410 nouveaux cas et 12 décès

P24

HYDROCARBURES

**Le pétrole plonge après la fermeture
 des frontières avec le Royaume-Uni**

P5

NORMALISATION

**Premier vol commercial direct
 entre le Maroc et Israël**

P15

MOSTEFA KHIATI, (PRÉSIDENT DE LA FOREM) À LA NATION

“Les enquêtes épidémiologiques invisibles et inaudibles”

LES PANDÉMIES VIENNENT ET REPARTENT, LE SYSTÈME DE SANTÉ RESTE

Dans cet entretien, le Pr Mostefa Khiati, président et fondateur de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche en Algérie, a clairement affiché son optimisme quant à la situation pandémique en Algérie, à condition que «le public reste conscient des enjeux».

Sur le plan de la gestion de la crise sanitaire, il pointe du doigt des insuffisances liées, a-t-il dit, non «pas par manque de compétences mais plutôt en raison de la gestion désastreuse du secteur de la santé au cours des 20 dernières années, gestion qui a marginalisé totalement la recherche dans un secteur aussi vital».

La Nation : Comment analysez-vous la situation pandémique en Algérie ?

Mostefa Khiati : Actuellement, l'Algérie enregistre une baisse graduelle des cas testés positifs, je pense que la situation est encourageante mais si le public reste conscient des enjeux car, comme vous le savez, l'hiver est la saison de prédilection des virus notamment respiratoires et une ré-ascension (un rebond NDLR) n'est pas exclue si les mesures barrières se relâchent.

Que pensez-vous des chiffres officiels ?

Les chiffres officiels dans tous les pays du monde ne reflètent pas la réalité de la circulation du virus SARS-Cov-2 étant donné que 50 à 90 % des gens contaminés restent asymptomatiques. Dans le cas de l'Algérie, une publication de l'INSP a déjà démontré que les cas testés par PCR ne représentaient que le tiers des malades, les deux autres tiers étant diagnostiqués par scanner.

Pensez-vous que l'Algérie dispose des moyens adéquats pour faire face à une situation aussi compliquée et complexe ?

La pandémie actuelle de la Covid-19 a ébranlé les systèmes de santé les plus réputés dans le monde. Dans les pays en développement, les systèmes de santé ont subi un véritable séisme dû au dysfonctionnement dont souffrait leur gestion sanitaire. La Covid-19 quelle que soit sa durée va finir par partir mais d'autres épidémies ou pandémies peuvent apparaître dans le futur. Il est donc urgent de colmater les brèches et d'apporter les correctifs nécessaires pour éviter des problèmes majeurs dans l'avenir. Un des enseignements de la Covid-19 est d'être réceptif à toutes les suggestions. Autrement dit, il faut que la gouvernance ne soit pas un vain mot.

Qu'en est-il du rôle du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus ?

C'est une expérience qui a eu des aspects positifs et négatifs. L'important dans l'avenir est de ne pas oublier dans un tel comité des aspects importants comme la génétique, la psychologie, la sociologie... Les grandes décisions qui engagent la santé d'un

Les chiffres officiels dans tous les pays du monde ne reflètent pas la réalité de la circulation du virus SARS-Cov-2 étant donné que 50 à 90 % des gens contaminés restent asymptomatiques.

pays doivent être assises sur des compétences réelles. Pourquoi n'a-t-on pas fait appel aux compétences de la diaspora par téléconférence ?

Le gouvernement avait annoncé des enquêtes épidémiologiques, où en est-on ? Avez-vous des échecs ?

C'est l'une des grandes interrogations de diverses commissions, comme celle des lits d'hôpitaux, des enquêtes épidémiologiques, des moyens de lutte... elles ont été invisibles et inaudibles. Pourtant la plupart des pays ont bâti leur stratégie sur les tests biologiques et les enquêtes épidémiologiques pour freiner la progression de la pandémie, cela n'a pas été le cas apparemment dans notre pays. Le rôle de l'Institut Pasteur reste une grande inconnue, quel a



Comme les pays du tiers monde, l'Algérie n'a pas la capacité de tester un vaccin ni de le valider lorsqu'il est mis sur le marché. Elle a adhéré au Covax sous la houlette de l'OMS avec 180 autres pays pour essayer de garantir son approvisionnement tout en s'assurant de la sécurité du vaccin.

été son apport ? Pour un Epic, comment expliquer sa présence au sein de la commission scientifique ? Pourquoi n'a-t-il pas dépassé la capacité de 1200 tests/j alors que de petits pays, comme la Jordanie qui en fait 25 000 par jour ?

Pourtant l'épidémie flambe beaucoup plus dans les pays occidentaux, quelle en est la raison, à votre avis ?

Les grandes flambées dans les pays occidentaux sont survenues après les vacances et les grands déplacements de populations. Au début de l'épidémie, ce sont surtout les catégories de la population les plus exposées (personnes âgées et malades chroniques) qui ont payé un lourd tribut : plus de 85 % des décès enregistrés en Europe ont concerné des personnes âgées de plus de 65 ans. Or, on sait que dans les pays occidentaux, la qualité de vie dont bénéficient les populations joue un rôle dans leur longévité, un pays comme l'Italie ou la Belgique qui a enregistré un des taux de décès les plus importants du monde a un taux de personnes âgées le plus important du monde.

Avec la nouvelle mutation du coronavirus, qu'est-ce que vous redoutez pour l'Algérie ?

Les virus se multiplient très rapidement et au

cours de ces divisions, ils perdent des fragments de leur matériel génétique ou peuvent faire des recombinaisons avec d'autres virus (c'est-à-dire échanger ou prendre des fragments de gènes d'autres virus). Tant que ces modifications génétiques, même si elles sont très nombreuses, ne touchent pas les fragments essentiels du virus, ce dernier ne modifie pas ses caractéristiques même si la perte de fragments génétiques peut réduire ses capacités comme cela a été démontré dans un quart des cas enregistrés en Asie. En été déjà, un nouveau variant a été identifié en France par l'équipe de Raoult, il serait même à l'origine de la deuxième vague enregistrée en France après les vacances d'été. Un autre variant a été détecté chez les visons au Danemark et de crainte qu'il ne se diffuse à l'homme, le pays a dû sacrifier 17 millions de visons. Il y a certainement eu plus d'une dizaine de variants au cours des derniers mois mais, apparemment, ces nouveaux venus n'ont pas eu un comportement très différent par rapport à la copie originale du SARS-Cov-2.

Le variant enregistré au Sud du Royaume Uni paraît, quant à lui, responsable d'une diffusion plus rapide du virus, la modification génétique semble avoir intéressé sa protéine S qui est la clé qu'utilise le virus pour entrer dans une cellule humaine. Cette rapidité d'infection est prouvée, ce qu'on ne sait pas, par contre, dans l'attente des études en cours, si ce variant est plus virulent (plus de malades hospitalisés et plus de décès) et si sa nouvelle composition génétique le rend-il non récepteur aux vaccins en cours d'utilisation.

Une déclaration de l'Unicef a mis l'accent sur l'impact néfaste de la pandémie sur l'enfant. Qu'en pensez-vous ?

Oui absolument, les effets de la pandémie ont été désastreux pour les enfants parce que les grands ont oublié que les enfants ont besoin d'espace. Ils veulent courir, jouer, aller à l'école. Dans beaucoup de pays, le confinement drastique leur a porté un coup sévère. On a enregistré des problèmes psychologiques. La Forem a d'ailleurs été l'une des premières voix à signaler cette situation, elle a, en partenariat avec l'ONPPE, mis en place une plate-forme d'écoute qui a permis à des milliers d'enfants de s'exprimer.

Les effets de la pandémie ont été désastreux pour les enfants parce que les grands ont oublié que les enfants ont besoin d'espace. Ils veulent courir, jouer, aller à l'école. Dans beaucoup de pays, le confinement drastique leur a porté un coup sévère. On a enregistré des problèmes psychologiques.

L'Algérie n'a pas encore choisi un vaccin ? Pourquoi ce retard ? Quel serait, à votre avis, le vaccin le plus adéquat ?

Comme les pays du tiers monde, l'Algérie n'a pas la capacité de tester un vaccin ni de le valider lorsqu'il est mis sur le marché. Elle a adhéré au Covax sous la houlette de l'OMS avec 180 autres pays pour essayer de garantir son approvisionnement tout en s'assurant de la sécurité du vaccin. Ce n'est pas par manque de compétences mais plutôt en raison de la gestion désastreuse du secteur de la santé au cours des 20 dernières années, gestion qui a marginalisé totalement la recherche dans un secteur aussi vital. Pour ce qui est du vaccin le plus adéquat, il y a aujourd'hui quatre types de vaccins mais un seul répond à la définition de l'OMS : vaccins fait à partir de virus atténués ou tués, les autres sont plutôt des thérapies géniques. C'est difficile de faire un choix a priori car de nombreux critères entrent en ligne de compte (efficacité, durabilité, sécurité, prix...) Il faut confronter les avis des uns et des autres pour arriver à un consensus.

La date que vous préconisez pour le début de la vaccination en Algérie ?

Finalement, le gouvernement a pris la décision de commencer à vacciner en janvier

Entretien réalisé par Samia Acher

ACQUISITION DE VACCIN PAR L'ALGÉRIE

Une short liste et des contrats en cours de finalisation

Les autorités politiques en Algérie n'ont pas encore révélé le nom du vaccin que l'Algérie devrait acquérir. La seule certitude est que le Comité scientifique « a d'ores et déjà arrêté une short liste des laboratoires développeurs de vaccins et que les contrats sont en cours de finalisation pour les premières livraisons », a indiqué, hier un communiqué des services du Premier ministre.



En application des directives données par le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a présidé, ce lundi 21 Décembre 2020, une réunion consacrée à l'examen des voies et moyens permettant l'acquisition du vaccin contre le Coronavirus (COVID-19). Il s'agit donc, selon la formulation du communiqué, de contrats en cours de finalisation et pour « les premières livraisons ». Cependant, le communiqué nous a

laissé sur notre faim concernant les noms des laboratoires figurant dans cette short liste. On sait, par exemple, que la plupart des pays, ceux qui disposent de moyens financiers conséquents, avaient passé des précommandes dès les premières annonces des différents laboratoires. De ce fait, il serait possible que l'Algérie ait fait de même, mais dans une démarche discrète. Sauf que les autorités ont toujours annoncé que la démarche algérienne consiste en un achat groupé dans le cadre de la Covax

sous la houlette de l'OMS avec 180 autres pays. Pour rappel, les cinq vaccins les plus en vogue et qui pourraient être contenus dans la short liste algérienne sont : Les américains Pfizer Biontech et Moderna, le britannique Astrazeneka, le russe Soutnik 19, les vaccins chinois qui sont en nombre de trois ou même plus et finalement le français Sanofi. Ce dernier est loin du compte. Il ne sera, vraisemblablement pas prêt avant des mois. Il est, donc, hors de course concer-

nant l'Algérie compte tenu des échéances fixées par les autorités. En revanche, les vaccins de Moderna et Pfizer semblent, eux aussi, hors d'atteinte. La capacité de production des usines ne saurait contenir toutes les commandes en si peu de temps. Selon des indiscrétions, le choix du Comité scientifique pencherait vers celui du laboratoire anglais Astrazeneka. Pour le reste, les chinois et les russes pourraient compléter la short liste.

Hamma Sadek

PR MOHAMED YOUSEFI (PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE)

La vaccination est "l'unique arme qui peut mettre fin à l'épidémie"

L'infectiologue et président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snpspp), le professeur Mohamed Yousefi, a rassuré hier les citoyens sur l'efficacité et l'importance du vaccin contre le nouveau Coronavirus, affirmant que la vaccination est "l'unique arme qui peut mettre fin ou contrôler une épidémie". "La plus grande découverte de l'humanité depuis Pasteur, c'est la vaccination. » C'est cette arme qui nous a permis d'éradiquer beaucoup de maladies et de les contrôler. Et, en tant qu'infectiologue, la vaccination est une arme importante. C'est l'unique arme qui peut mettre fin ou contrôler une épidémie", a déclaré le Pr Yousefi lors de son passage à l'émission "Invité de la rédaction" de la chaîne 3, relevant que pour "le simple citoyen, c'est normal qu'il s'inquiète parce que c'est une maladie nouvelle, c'est un virus qu'on vient de découvrir et surtout que le vaccin soit élaboré en moins d'une année et que, d'habitude, son élaboration prend 4 ans, 5 ans ou plus". L'infectiologue a expliqué le fait que le vaccin soit élaboré en un temps jugé record par deux raisons : l'échange en termes de données scientifiques entre les experts de différents pays

et les moyens financiers mobilisés par plusieurs laboratoires à travers le monde. "Pour rassurer le citoyen, ce vaccin a été élaboré en un temps record pour deux raisons : la première, c'est qu'il y a eu pour la première fois un échange en terme de données scientifiques qu'on n'a jamais eu auparavant, ce qui fait qu'il y a eu plus de 150 projets d'élaboration de vaccin. La deuxième, très importante, est que plusieurs laboratoires se sont lancés et surtout beaucoup d'argent a été investi", a souligné Pr Yousefi. Pour encourager les citoyens à se faire vacciner et lutter contre la méfiance qui est "alimentée par certains lobbies anti-vaccin internationaux", le spécialiste a plaidé pour un travail de sensibilisation, d'information et de communication à l'égard de la population avant l'entame de l'opération de vaccination. "J'insiste sur l'opération de sensibilisation, de l'information et de la communication par rapport aux citoyens pour couper l'herbe sous les pieds de toute partie ou personne qui pourrait influencer négativement sur cette vaccination. Il faut le faire avant de commencer l'opération", a-t-il insisté. Quant à la stratégie vaccinale, le Pr Yousefi a indiqué qu'il y a des catégories

de population qui seront prises en charge en priorité, notamment les personnes âgées qui sont des sujets à risques, les malades chroniques, le personnel de la santé, ce qui est "une priorité des priorités", selon lui, puis viendront les corps constitués pour différentes raisons de fonctionnement. Sur le choix du vaccin à acquérir, l'infectiologue a fait savoir que cela repose sur plusieurs critères, notamment la conservation, la logistique, la disponibilité et le prix. Il s'est dit, à cet effet, "optimiste" quant à l'efficacité des vaccins contre le coronavirus, certains laboratoires ayant réalisé, selon lui, des avancées considérables. "Jusqu'au moment où on parle, avec tout ce qui a été publié en terme d'efficacité et d'effets secondaires, plusieurs vaccins sont valables (...)" On peut faire le choix et on a cette possibilité de négocier", a poursuivi l'infectiologue, jugeant la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'entamer la vaccination janvier prochain "logique", parce que, a-t-il argué, d'un point de vue scientifique, il fallait qu'on attende les "premiers résultats" des vaccinations entamées dans certains pays.

R.N

ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE

Adoption à l'unanimité du projet de loi de règlement budgétaire 2018

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier à l'unanimité le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2018, lors d'une plénière présidée par Slimane Chénine, président de la chambre basse du Parlement. La séance de vote s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Aymen Benabrahmane, et de la ministre chargée des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar. M. Benabrahmane a précisé, au terme du vote, que le gouvernement compte réaliser d'autres réformes dans le domaine des finances à travers la rationalisation des dépenses et la consécration de la transparence requise dans la gestion des deniers publics. Avant le vote, le ministre des Finances avait répondu brièvement aux préoccupations des députés, assurant que les observations et les recommandations des parlementaires et des magistrats de la Cour des comptes serviront d'orientations pour mieux maîtriser les prévisions budgétaires et améliorer la gestion. M. Benabrahmane a indiqué que les résultats comptables de l'exécution de la loi de finances de l'exercice considéré "n'ont suscité aucune opposition de la Cour des comptes". Certes, quelques observations ont été émises mais elles concernaient essentiellement des aspects "administratifs ou de procédure", a-t-il ajouté, affirmant qu'elles avaient été prises en charge par les services du ministère des Finances. Selon le ministre, le nouveau système comptable sera finalisé en 2021 et permettra une meilleure transparence, un contrôle interne plus efficace et une restitution des données dans des délais plus brefs, et ce, en vue d'améliorer la gestion des finances publiques. Concernant le retard accusé dans le lancement et la réévaluation de certains projets, le ministre a fait part d'une série de mesures édictées par le gouvernement à l'effet de mettre un terme à ce phénomène, citant, entre autres, l'obligation de soumettre l'inscription des mégaprojets au certificat de "maturité", avant approbation par la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNEP). Parmi ces mesures, le ministre a également évoqué "l'assainissement périodique (quinquennal) de la nomenclature des investissements en éliminant les projets et opérations lancés mais avérés non-conformes, et en élargissant le contrôle aux communes concernant les dépenses engagées". Intervenant à l'issue du vote du projet de loi, M. Zeghdar a mis en valeur les dispositions de ce texte important, de par l'application du dispositif de contrôle a posteriori sur l'exécution du budget public de l'Etat. "Il faudra se concentrer sur l'exécution rationnelle des clauses budgétaires afin de réaliser la transition économique escomptée", a-t-il conclu.

R.N

Brèves

SECTEUR DES MINES

57 autorisations d'exploitation aurifère pour des entreprises de jeunes

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé, hier, l'octroi d'autorisation à 57 entreprises de jeunes pour lancer l'exploration aurifère dans les zones désertiques, parmi plus de 170 demandes reçues par les autorités. Lors de son passage à la radio chaîne 1, M. Arkab a déclaré que ces entreprises commencent à fonctionner dans quelques jours, à condition que l'usine «Amesmess» de Tamanrasset de la société ENOR s'occupe d'eux. Selon le ministre, une formation a également été dispensée aux jeunes impliqués dans le processus, dans des centres de formation professionnelle sur la manière d'exploiter l'or. Le ministre a déclaré que son département avait, à ce jour, reçu plus de 170 demandes d'ouverture d'entreprises de jeunesse pour exploiter l'or, après que le gouvernement ait annoncé l'ouverture de l'activité pour la première fois.

R.N

SELON LE PDG DU GROUPE SOGRAL

Vers la reprise du transport routier inter-wilayas

Lors de son passage à l'émission «Echorouk Morning», le P-DG du Groupe de transport terrestre de voyageurs (Sogral), Mokhtar Rezouk, a révélé que la suspension du transport ferroviaire et de l'activité du Métro d'Alger sera encore prolongée. Par contre, Sogral a « un accord de principe » pour la reprise du transport inter-wilayal, a-t-il annoncé. Le dernier mot revient, quand même, au Comité scientifique, a-t-il rappelé. « Nous avons une autorisation ou bien un accord de principe pour la reprise des transports inter wilayas mais le dernier mot revient au Comité scientifique », a-t-il précisé. Un « accord » trouvé après l'inspection, par le comité, du protocole sanitaire mis en place par la Sogral. « La rencontre avec le secrétaire général du ministère des Transports et le Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus a abouti à des résultats probants », a affirmé M. Rezouk.

Le transport routier inter-wilaya « était prêt » pour la reprise puisque les mesures sanitaires ont été mises en place dans les gares routières. Mokhtar Rezouk a aussi révélé que la reprise du transport ferroviaire et du métro d'Alger a été reportée. Aucune date n'a été fixée par les deux entreprises concernées. La SNTF avait annoncé que le protocole sanitaire a été mis en place. La reprise dépend néanmoins de la décision du comité scientifique. Idem pour l'Entreprise Métro d'Alger, qui n'a pas officiellement communiqué sur ces préparatifs. L'activité du métro d'Alger est suspendue depuis mars. La société a été confiée à une entreprise algérienne après la fin du contrat d'exploitation du groupe français de la RATP. Interrogé à propos des pertes de la Sogral, M. Rezouk a fait savoir que le groupe a enregistré un manque à gagner de 15 milliards de dinars. Celles du métro, du tramway et du téléphone sont estimées à 13 milliards.

R.N

JOURNAL OFFICIEL

L'ONS sous la tutelle du ministre de la Numérisation

L'Office national des statistiques (ONS) passe sous la tutelle du ministre de la Numérisation et des Statistiques. Le décret exécutif a été publié au Journal officiel (JO) n°74.

Ainsi, le décret exécutif n° 20-363 du 5 décembre 2020 stipule que « le pouvoir de tutelle sur l'Office national des statistiques est conféré au ministre de la Numérisation et des Statistiques qui l'exerce, conformément aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Par ailleurs, le JO n° 74 comprend également le décret exécutif fixe les attributions du ministre de la Numérisation et des Statistiques, fixée par la politique générale du Gouvernement et de son programme d'action. Il s'agit, selon le texte, « d'élaborer des éléments de la politique nationale en matière de numérisation, de développement de l'information statistique, de l'organisation et du renforcement du système national statistique et d'assurer le suivi et le contrôle de sa mise en œuvre, conformément aux lois et aux règlements en vigueur ».

Il s'agit également pour ce département ministériel de mettre en place, en concertation avec les ministères, les mécanismes permettant d'accompagner la « transformation numérique à l'effet d'améliorer la qualité du service public, de promouvoir la compétitivité des opérateurs économiques nationaux par le biais du numérique, de veiller à la mise en place de l'environnement propice à la mise en œuvre d'une gouvernance électronique, en concertation avec les parties prenantes ». Le ministre est chargé de promouvoir l'usage des technologies du numérique dans les institutions publiques, de participer à la mise en œuvre de la stratégie nationale du développement de la



certification électronique, de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information et du cadre de normalisation et d'interopérabilité des systèmes d'information de l'Etat. En matière d'économie numérique, le ministre est aussi appelé à mener les actions de promotion

de l'économie numérique. A ce titre, il est chargé de fournir les éléments nécessaires à l'élaboration du cadre légal et réglementaire relatifs au développement et à la promotion de l'économie numérique.

R.N

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AUTISTES

Un plan national en cours d'élaboration

Le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, a fait état lundi à Ain Defla de l'élaboration en cours d'un plan national visant à prendre en charge les enfants autistes en coordination entre son département et le ministère de la Santé. « En coordination avec le ministère de la Santé, nous nous employons à mettre en place un plan national visant à prendre en charge de manière complémentaire les enfants autistes sur les plans thérapeutique et psychologique », a souligné Mme Krikou qui inspectait le centre pour enfants autistes de Ain Defla dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya. Se référant à des praticiens de la santé, elle a soutenu pour que la prise en charge des enfants autistes soit efficiente, il faut que celle-ci soit pluridisciplinaire, c'est à dire quelle

ne doit pas être basée uniquement sur le volet psychologique, mettant en avant l'importance de la coordination avec le ministère de la Santé. « Les médecins sont formels : la prise en charge des enfants autistes ne doit pas se limiter au volet psychologique mais doit s'élargir au volet médical, d'où la pertinence de ce plan », a-t-elle expliqué, observant que la finalité de cette démarche est de permettre un meilleur apprentissage de cette frange et une plus grande intégration de sa part au sein de la société. Elle a soutenu que la dimension médicale et psychologique du trouble autistique apparaît clairement dès lors que la prise en charge est assurée par un pédopsychiatre, mais également par un médecin pédiatre ou généraliste formé aux troubles du neuro-développement. Evoquant l'association locale d'aide aux enfants autistes, elle a salué

son dévouement au service des jeunes malades, invitant les autres associations à s'inspirer de son remarquable travail. « Nombre d'associations d'aide aux enfants autistes sont présidées par des pères de famille dont la progéniture est atteinte de cette pathologie », a-t-elle fait remarquer, signalant que cet état de fait atteste de la douleur ressentie par les parents dans la prise en charge de cette frange. Soutenant que les portes du secteur de la solidarité « sont ouvertes » pour tous ceux qui aspirent à mettre du baume au cœur des enfants autistes et de leurs parents, elle a réitéré la détermination de son département à prendre en charge cette catégorie d'enfants. Des équipements médicaux et pédagogiques ont, à l'occasion, été remis aux enfants autistes dans une ambiance empreinte de convivialité.

VÉHICULES ROULANTS AU GPL

Les nouvelles conditions au Journal officiel

Selon l'arrêté fixant les mesures particulières à certains appareils fabriqués en matériaux composites contenant du gaz naturel comprimé à bord de véhicules automobiles, le montage, la modification et la réparation du système gaz naturel comprimé sur les véhicules automobiles doivent être effectués par un installateur agréé par le ministère chargé des Mines. L'agrément est délivré aux demandeurs ayant une expérience dans la mécanique automobile, électricité automobile ou mécatronique automobile, et titulaire d'un certificat de qualification délivré par un organisme de formation compétent et agréé par le ministère chargé des mines. Il peut être monté,

sur un véhicule automobile, un ou plusieurs appareils gaz naturel comprimé en série. L'arrêté précise que tout véhicule automobile équipé d'un système gaz naturel comprimé doit porter, selon le cas, une ou plusieurs plaques métalliques, conformément à l'arrêté interministériel du 3 Moharram 1426 correspondant au 12 février 2005 susvisé. La plaque métallique doit porter ce qui suit : capacité du réservoir en litres ; poids du réservoir rempli en kg, et pression de service en bars. Les appareils gaz naturel comprimé neufs, non encore mis en exploitation après cinq (5) ans, à compter de sa date de fabrication, doivent être soumis, avant leur montage sur les véhicules automobiles, à l'inspection, au

contrôle et aux épreuves réglementaires requis. Le contrôle de conformité des véhicules équipés de système gaz naturel comprimé est effectué par les experts des mines du ministère chargé des mines, sur la base d'un certificat de montage de ce système établis par l'installateur agréé par le ministère chargé des mines. L'âge de l'appareil gaz naturel comprimé et l'âge du système gaz naturel comprimé sont fixés par le fabricant, sauf, pour des raisons liées à la sécurité et à l'efficacité, l'expert des mines décide autrement. Au sens de cet arrêté, on entend par appareil gaz naturel comprimé : réservoir, bouteille ou récipient fabriqué, totalement ou partiellement, en matériaux composites d'une capacité en

eau ne dépassant pas cinq cents (500) litres, pour contenir le gaz naturel comprimé-carburant (GNC) à bord d'un véhicule automobile ; système gaz naturel comprimé ; constitué d'un appareil ou de plusieurs appareils gaz naturel comprimé ainsi que les organes et éléments raccordés au véhicule automobile pour alimenter le moteur au gaz naturel comprimé-carburant (canalisations et flexibles, vannes, détendeurs, manomètres, soupapes, filtres, limiteurs de pression, régulateur/limiteur de débit de gaz, commandes électronique, raccords, clapet anti retour, détecteurs de gaz, capot protecteur étanche et tout autre accessoire sous pression).

R.N

HYDROCARBURES

Le pétrole plonge après la fermeture des frontières avec le Royaume-Uni

Les cours du pétrole ont dévissé lundi, plombés par les nouvelles mesures de limitation des déplacements imposées aux frontières britanniques à cause d'une nouvelle variante du coronavirus, limitant les perspectives de relance économique.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a baissé de 2,58% ou 1,35 dollar à Londres à 50,91 dollars. Le WTI américain pour le mois de janvier a abandonné 2,77% ou 1,36 dollar à 47,74 dollars. "Le marché est focalisé sur la nouvelle variante du Covid-19" détectée au Royaume-Uni, qui éclipse l'accord du Congrès américain sur un plan de soutien à l'économie, explique Stephen Brennock, analyste chez PVM. Frappé par une souche plus contagieuse du nouveau coronavirus, le Royaume-Uni se trouve brutalement coupé du monde lundi après la décision de nombreux pays de suspendre leurs liaisons. "La demande de brut à court terme vient de se prendre un grand coup, l'incertitude sur les prochains mois a augmenté", juge Edward Moya, analyste chez Oanda. Les interdictions de déplacements provoquées par la

pandémie de Covid-19 ont fait brutalement chuter les prix du brut cette année, les consommateurs confinés n'utilisant ni voitures, ni avions. Dans le même temps, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, dont la Russie, ont décidé de limiter leur production pour éviter d'inonder le marché, mais prévoient d'augmenter peu à peu leurs extractions. "Si les fluctuations (des prix pétroliers, ndr) sont faibles, il n'y a rien de mal à cela", a affirmé lundi le Premier ministre russe en charge de l'énergie, Alexandre Novak, lors d'une visio-conférence. M. Novak s'est toutefois interrogé sur la politique énergétique de la nouvelle administration américaine, le président élu Joe Biden ayant fait de la lutte contre le changement climatique une priorité, ce qui pourrait affecter la production des Etats-Unis et, par ricochet,

celle de l'Opep et ses partenaires. La nouvelle mutation du virus a effacé, au moins partiellement, les espoirs d'une reprise de la demande avec les campagnes de vaccination qui commencent et avaient conduit le pétrole à une hausse de plus de 40% depuis les premières annonces début novembre. Elle a également éclipsé pour les investisseurs l'accord trouvé dimanche soir au Congrès sur un plan de soutien de l'économie américaine, qui pourrait apporter jusqu'à 900 milliards de dollars au premier consommateur de brut au monde. "Le marché du pétrole se projetait trop dans le futur, ignorant le présent" et les difficultés de l'économie alors que les campagnes de vaccination commencent à peine, a estimé M. Brennock.

R.E

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE

Toyota suspend sa production sur trois sites

Le géant automobile japonais, Toyota, va fermer trois usines, une dans le nord de la France et deux en Grande-Bretagne, après que plusieurs pays européens ont suspendu leurs liaisons en raison de l'apparition d'une nouvelle variante du coronavirus outre-Manche, selon des sources concordantes. "Au vu des pénuries de pièces attendues dues aux retards de transport et à la nature incertaine de la durée de fermeture des frontières pour les activités logistiques, Toyota Motor Europe, siège européen de Toyota, a décidé de procéder à un arrêt contrôlé de ses activités de

production pour son site français (Toyota Motor Manufacturing France) et ses deux sites anglais (Toyota Motor Manufacturing UK)", a indiqué lundi la direction de la communication de l'usine française d'Onnaing, près de Valenciennes (nord). "Dans ce contexte", cette usine, qui fabrique la Yaris et emploie plus de 4.000 personnes en trois-huit, "ne sera plus approvisionnée à partir du mardi 22 décembre à 6h00." "Le site qui possède environ 7 heures de stock pourra produire jusque la fin de l'équipe du matin soit 13h30. Les équipes de mardi après-midi et de nuit seront donc annulées ainsi que les 3

équipes prévues le mercredi 23 décembre", a-t-elle précisé. L'usine devait initialement fermer jeudi matin, après l'équipe de nuit, pour les fêtes. "Avant les stocks étaient dans les entrepôts, maintenant les stocks sont sur les routes dans les camions", a regretté Eric Pecqueur, délégué du syndicat CGT. "C'est le principe des flux tendus". "Les routiers ne peuvent pas venir, ils sont bloqués là-bas", a rappelé Thomas Mercier, délégué syndical CFDT, après la tenue d'un CSE extraordinaire lundi. Selon lui, cette décision pourrait aussi avoir des conséquences pour l'usine de Pologne qui fabrique les moteurs de la

Yaris. La production pourrait redémarrer le lundi 28 décembre après-midi, "si la situation évolue", selon la direction. L'apparition d'une nouvelle variante du coronavirus au Royaume-Uni a semé la panique dans le monde, des dizaines de capitales annulant les vols avec ce pays, qui se retrouve isolé. La France a ainsi suspendu depuis dimanche minuit et pour 48 heures tous les déplacements de personnes en provenance du sol britannique, "y compris liés aux transports de marchandises, par voie routière, aérienne, maritime ou ferroviaire". Seul le fret non accompagné reste autorisé.

R.E

DETTE PAKISTANAISE

Un accord sur un moratoire avec le Club de Paris

Le Pakistan a signé lundi un accord avec 19 pays membres du Club de Paris ou du G20 lui octroyant un moratoire sur sa dette d'un montant de 1,7 milliard de dollars, pour atténuer les effets économiques de la pandémie de Covid-19. En avril, le G20 avait décidé de suspendre jusqu'à la fin 2020 le remboursement de la dette des pays parmi les plus pauvres, confrontés à une fuite de capitaux et à des chutes de recettes fiscales en raison de la situation sanitaire. Cette initiative a été déclinée par les 22 pays du Club de Paris ainsi que par une poignée de créanciers émergents (Chine, Inde, Arabie saoudite, Turquie, Afrique du Sud). Le Pakistan "a négocié avec succès et conclu des accords de rééchelonnement de la dette avec 19 créanciers bilatéraux, dont des membres du Club de

Paris", pour un montant total de 1,7 milliard de dollars (1,39 milliard d'euros), a annoncé dans un communiqué le ministère pakistanais des Affaires économiques. Cette somme porte sur la période mai-décembre 2020. Trois accords ont été signés lundi avec la Chine, membre du G20, et la France et la Suisse, membres du Club de Paris. "Le gouvernement du Pakistan remercie tous les pays membres du G20 et du Club de Paris pour cette initiative de moratoire de la dette. C'est arrivé à temps et cela nous a beaucoup aidés", a déclaré Noor Ahmed, un haut responsable du ministère, en signant les accords. Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a appelé à plusieurs reprises ces derniers mois les créanciers internationaux et le Fonds monétaire international (FMI) à alléger le fardeau de la dette, le

Pakistan étant confronté à la baisse de ses revenus fiscaux, la hausse de l'inflation et la dépréciation de sa monnaie. La France est le 4ème pays créancier, après l'Arabie saoudite, le Japon et la Chine, avec plus de 180 millions de dollars concernés par ce moratoire, selon le service économique de l'ambassade de France au Pakistan. Un autre accord de 800 millions de dollars au titre du service de la dette pakistanaise pour les six premiers mois de l'année 2021 a par ailleurs déjà été conclu, selon la même source. Selon le Club de Paris, 36 pays, dont notamment 24 pays africains et le Pakistan, ont bénéficié d'un moratoire sur la dette depuis avril. Le Club de Paris, fondé en 1956, est "un groupe informel" de pays dits "industrialisés", parmi lesquels les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon ou encore la Suisse.

R.E

Brèves

EMIRATS ARABES UNIS

Le groupe énergétique ENI étend sa présence

Le géant italien des hydrocarbures ENI étend sa présence aux Emirats arabes avec l'attribution d'une participation majoritaire (70%) dans l'exploration offshore Bloc 3, l'une des plus grandes concessions d'exploration offshore d'Abu Dhabi, a-t-il annoncé dans un communiqué publié sur son site web. Selon les termes des accords signés lundi à Abu Dhabi, Eni exploitera la concession pour explorer le pétrole et le gaz et évaluer les découvertes existantes dans le bloc, qui couvre une superficie d'environ 11.660 kilomètres carrés. La phase d'exploration de l'accord a une période maximale de 9 ans et, sous réserve d'une exploration réussie, une durée globale de concession s'étendra à 35 ans à compter du début de la phase d'exploration pour les phases de développement et de production dans lesquelles l'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company) a l'option de détenir une participation de 60%. De nouvelles données sismiques 3D de pointe ont déjà été acquises pour une partie du bloc, qui se trouve à proximité des grands champs de production de pétrole et de gaz existants et en cours de développement, en partie avec la participation d'Eni, et qui devrait avoir un potentiel prometteur, a affirmé le communiqué. La nature en champ proche des cibles d'exploration permettra d'exploiter les synergies avec l'infrastructure existante à proximité, a-t-il encore précisé.

R.E

EQUATEUR

Le FMI débloque 2 milliards de dollars

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a décidé de décaisser immédiatement deux milliards de dollars en faveur de l'Equateur pour aider le pays fragilisé par la pandémie, a annoncé lundi soir l'institution de Washington dans un communiqué. Ce montant est débloqué dans le cadre du plan d'aide d'un montant total de 6,5 milliards et s'étalant sur 27 mois qui avait été approuvé le 30 septembre dernier par le Conseil d'administration du FMI, a précisé le Fonds. "L'économie équatorienne montre des signes naissants de reprise économique après avoir atteint un creux au deuxième trimestre", a commenté Antoinette Sayeh, la directrice générale adjointe citée dans le communiqué. De plus, le nombre de nouvelles infections et décès dus au Covid-19 se sont "modérés par rapport aux niveaux élevés observés au printemps".

Ainsi l'activité économique devrait se contracter cette année de 9,5% contre 11% estimé fin septembre, selon les dernières projections du FMI. Pour autant, le pays continue de faire face à des "risques considérables", note le FMI, soulignant "l'incertitude sur la profondeur et la durée de la pandémie" sur le plan mondial. L'institution recommande "une coordination étroite entre les agences du secteur public" afin que les autorités puissent "assurer une reprise solide et riche en emplois qui profite à tous les Equatoriens".

Avec les 2 milliards débloqués lundi, ce sont déjà environ 4 milliards qui sont déjà versés à l'Equateur dans le cadre du plan d'aide. Le prêt avait été accordé dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI et remplace un accord qui avait été trouvé fin 2019. Ce dispositif prévoit une période de remboursement plus longue et un accompagnement prolongé du FMI pour aider les pays à mener des réformes structurelles à moyen terme. Outre la crise sanitaire provoquée par le nouveau coronavirus, l'Equateur a beaucoup souffert de la chute des prix du pétrole, son principal produit d'exportation.

R.E



PROJET DU BARRAGE DE SOUK TLETA (TIZI-OUZOU)

Levée d'opposition des propriétaires terriens

Les oppositions formulées par des propriétaires terriens, bloquant la réalisation du barrage de Souk Tleta dans la commune de Tadmaït à l'Ouest de Tizi-Ouzou, ont été levées cette semaine, a annoncé lundi le wali, Mahmoud Djamaa.

Intervenant lors d'une session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée à l'adoption du budget primitif 2021, M. Djamaa a indiqué que "les oppositions des citoyens, qui ont bloqué la réalisation de ce projet, ont été levées après concertation avec les propriétaires terriens".

Il a, dans ce sillage, exhorté les élus locaux à, "travailler de concert avec l'administration pour la levée des oppositions retardant la réalisation de plusieurs projets

d'utilité publique au niveau de la wilaya" en privilégiant la concertation avec eux.

"Il est important, qu'en plus des instruments juridiques existant, de privilégier la concertation avec les citoyens pour leur faire sentir l'importance de ces projets pour le développement de la wilaya et ses retombées sur leurs propres vies", dira-t-il.

Le directeur local des ressources en eau (DRE), Mokrane Djouder, a fait savoir, à l'occasion, que l'écueil des oppositions étant levé, "les propriétaires terriens seront indemnisés et les travaux sur ce chantier reprendront dans les meilleurs délais", annonçant la réception du projet pour la fin de l'année prochaine, 2021.

Inscrit en 2015, la réalisation de ce barrage a été retardée à cause de l'opposition

des familles habitant sur le site du projet et dont le relogement a pris du retard.

Evoquant la situation socio-économique "très difficile" que vit la wilaya, le président par intérim de l'Assemblée élue, Ferhat Sadoud, a déploré l'arrêt de "programmes publics, dont les projets structurants générant de l'impôt et de l'emploi, par manque de crédits de paiements" et "les entraves bureaucratiques persistantes" face à l'investissement public ou privé.

Il citera, à ce sujet, les zones d'activités de Souamaa, à l'Est de la wilaya, et celles de Draa El Mizan et Tizi-Ghennif, au Sud-ouest, qui sont toujours, regrette-t-il, 8 années après leur inscription, "au stade embryonnaire".

ALGER

Un budget de 3 milliards DA alloué au secteur de l'eau

Une enveloppe financière de 3 milliards DA a été allouée durant l'année 2020 par la wilaya d'Alger au soutien du stockage de l'eau et à la prévention des maladies hydriques, a indiqué lundi le wali d'Alger, Youcef Cherfa. S'exprimant en marge d'une visite d'inspection et de travail effectuée par le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, le wali d'Alger a précisé que l'eau constitue un chapitre "prioritaire" dans le plan d'action de la wilaya et représente un taux de 35% dans le budget d'équipement de l'exercice 2020. S'agissant de l'enveloppe financière allouée pour ce secteur, il a affirmé que celle-ci a permis de lancer la réalisation de projets de stations de dessalement de l'eau de mer, un moyen "efficace", a-t-il mentionné, pour remédier au problème de manque de pluviométrie. Dans ce contexte, M. Cherfa a précisé que les habitants de la capitale ont besoin d'un volume de 275 000 m3 pour satisfaire leurs besoins quotidiens en eau potable. Le plan d'action de la wilaya d'Alger prévoit, notamment, la réparation des fuites sur le réseau de distribution de l'eau, ce qui va permettre de récupérer jusqu'à 30.000 m3/j, a-t-il fait savoir. Néanmoins, les interventions sur le réseau peuvent engendrer des coupures "indispensables" d'approvisionnement en eau potable, parfois au niveau de plusieurs communes, de 4 à 10 jours selon la nature des travaux, a signalé le Wali d'Alger.

TLEMCCEN

Approvisionnement de 25 zones d'ombre en gaz butane

Une opération est en cours pour approvisionner 25 zones d'ombre de la wilaya de Tlemcen par 1 000 bouteilles de gaz butane par jour, a-t-on appris du directeur de l'énergie. Segheir Mohamed a indiqué, à l'APS, qu'il a été décidé récemment d'augmenter le nombre de véhicules de transport de bouteilles de gaz butane à 15 camions dont les capacités de chargement s'élèvent à 430 bouteilles pour chaque camion à l'effet d'approvisionner les zones d'ombre. L'achat de cette source d'énergie s'effectue depuis le centre enfûteur de gaz butane de la commune de Chetouane ainsi que trois (3) dépôts de stockage situés dans les communes de Sebdu, Nedroma et Maghnia vers 105 points de vente des bouteilles de gaz butane dans les zones d'ombre de la wilaya car la capacité de chargement global est de 16 000 bouteilles, selon la même source. Par ailleurs, il a relevé qu'il a été procédé, entre septembre dernier et décembre en cours, au raccordement de 520 foyers au réseau de gaz naturel et 700 foyers au réseau d'électricité à travers 31 groupements d'habitat notamment dans les zones d'ombre pour un coût de près de 24 millions DA, a-t-on signalé, précisant que le taux de couverture au gaz naturel dans la wilaya de Tlemcen atteindra, après la réalisation de ces opérations, 97 % et de l'électricité 99 %. En outre, il a été récemment procédé à l'achèvement de l'opération de raccordement de 48 écoles primaires des zones d'ombre situées dans les communes de Sabra, El Bouihi et Sidi Djillali au gaz pour faire fonctionner le chauffage et permettre aux cantines scolaires d'offrir des repas chauds à quelque 10 000 élèves.

BLIDA

Campagne de sensibilisation au profit des conducteurs de poids-lourds

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a lancé, lundi à partir de Blida, une campagne de sensibilisation sur les accidents de la route en saison hivernale, ciblant les conducteurs de poids-lourds, a-t-on appris auprès des responsables en charge de cette opération.



Cette campagne de prévention, lancée dans la matinée par la DNSR en coordination avec l'entreprise Naftal et d'associations activant dans le domaine de la sécurité routière, sous le signe "En hiver, redoublez de vigilance", cible principalement les conducteurs de poids-lourds, "à l'origine de 8% des accidents de la circulation", selon les statistiques dévoilées par la chargée de communication auprès de cet organisme national, Fatima Khellaf. La station-service "Sidi Lekbir" de Meftah (extrême-est de Blida) a été la première étape de cette campagne qui se poursuivra tout au long de l'hiver, avec des haltes au niveau de nombreuses stations-services de l'autoroute Est-

Ouest, a ajouté Mme Khellaf. Cette initiative touchera six stations-services situées sur l'autoroute Est-Ouest, soit celles de "Babor" à Sétif, "El Bibane" à Bordj Bouarridj et "Cirta" à Constantine (Est du pays), ainsi que les stations de "Hamadna" et "Yelet" à Relizane et "Tiberkanine" à Ain Defla, à l'Ouest, a indiqué à l'APS, le directeur de la santé, de la sécurité et de la protection de l'environnement à Naftal, Hakim Briki. Selon Mme. Khellaf, le choix de ces stations-services a été dicté par le "nombre considérable de conducteurs de poids-lourds qu'elles reçoivent quotidiennement et la hausse de la moyenne des accidents enregistrés sur cette autoroute comparativement aux

routes nationales", a-t-elle souligné. Elle a fait part, à ce titre, de l'enregistrement durant les 10 premiers mois de l'année en cours, de 1 300 accidents de la circulation causés par des poids-lourds. Ce qui a justifié cette campagne, a-t-elle indiqué. Cette campagne s'articule sur deux axes principaux dont la sensibilisation des conducteurs de poids-lourds sur l'impératif du respect du code de la route et d'éviter les dépassements, qui sont en grande partie à l'origine d'accidents mortels et l'excès de vitesse. Il s'agira, aussi, de sensibiliser ces mêmes conducteurs sur la nécessité d'éviter la surcharge, également considérée parmi les causes des accidents de la circulation et

de la dégradation des routes. Les animateurs de cette campagne ont procédé, à l'occasion, à la distribution d'affiches, de brochures et d'un guide du chauffeur professionnel, destiné expressément aux chauffeurs de poids-lourds, outre la projection de spots, de slogans et d'instructions routières, appelant, dans leur ensemble, à la vigilance lors de la conduite durant les intempéries notamment. Une exposition mettant en exergue les différents moyens et équipements utilisés par la Délégation nationale de la sécurité routière en matière de sensibilisation sur les risques des accidents de la route, ainsi que des équipements de simulation de la conduite, a été organisée en marge de cette campagne.

EL BAYADH

Réouverture de trois bureaux postaux réaménagés

Trois bureaux de poste dans la wilaya d'El-Bayadh ont récemment rouvert après avoir fait l'objet d'opérations d'aménagement et de réfection, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur de la poste et télécommunications, Chihebeddine Miah. Il s'agit des bureaux de poste de la commune de Rogassa, de Hai Ksar ouest à Labiodh Sidi Cheikh et de Hai Ouled Yahia au chef-lieu de wilaya, afin d'améliorer les prestations et services fournis aux clients d'Algérie Poste et fournir les conditions de travail adéquates aux employés du secteur. Il est attendu la réouverture de la recette principale du chef-lieu de wilaya prochainement après avoir également bénéficié d'une opération complète d'aménagement et de renouvellement, alors qu'un nouveau bureau de

poste dans le quartier "chemin Khallaf", dans la commune de Brizina, devra entrer en service avant la fin 2020, selon la même source. Des travaux sont également en cours pour la réalisation d'un autre bureau postal à El Bayadh (route de Rogassa) qui devra entrer en service avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. A noter que le nombre total de bureaux de poste dans la wilaya d'El Bayadh est estimé à 44 bureaux répartis à travers les 22 communes. Par ailleurs, une opération de réception de 25 distributeurs automatiques de billets a été programmée pour l'année prochaine pour généraliser ce service à tous les bureaux d'Algérie Poste, lesquels s'ajoutent à 13 distributeurs actuellement disponibles, a relevé Chihebeddine Miah.

Dans le cadre des mesures de prévention contre la pandémie du Coronavirus, l'unité de "Algérie Poste" de la wilaya a récemment ouvert 13 guichets de retrait des pensions de retraite dans nombre de salles de sports dans les communes d'El Bayadh, Labiodh Sidi Cheikh, Bougtob, Boualem, Rogassa, Boussemghoun, Ghassoul et Chellala Brizina, afin d'éviter les foules devant les bureaux de poste et de veiller au respect du protocole sanitaire exigeant la distanciation physique notamment. Par ailleurs, 42 terminaux de paiement électronique (TPE) ont été mis en service dans des locaux commerciaux et de services. Cette opération intervient en collaboration avec la direction du commerce et se poursuit toujours, a-t-on affirmé.

TLEMCEN (MARSA BEN M'HIDI ET À HONAINE)

Ouverture prochaine de classes de formation aux métiers de la pêche

L'école de formation en techniques de pêche et d'aquaculture de la ville de Ghazaouet ouvrira bientôt des classes de formation aux métiers de la pêche, en collaboration avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris du directeur de cet établissement.



Cette formation diplômante dans deux sites à Marsa Ben M'hidi et Honaine bénéficiera aux jeunes admis aux examens d'entrée à l'école de Ghazaouet. Elle permettra aux jeunes de ces deux localités côtières de suivre des cours sur site théoriques et pratiques sans se déplacer à Ghazaouet avec toutes les contraintes du transport qui existent, a indiqué Mustapha Bentaleb. Pour la nouvelle année de formation 2020-2021, l'école a accueilli 435 stagiaires répartis sur trois spécialités, notamment de conduite de moteurs, de marins qualifiés et de capitaines en

pêche maritime en mode de formation initiale destinée aux élèves ayant le niveau d'enseignement moyen et secondaire, a-t-on précisé. L'école de pêche de Ghazaouet dispose également de trois autres classes en fin de cycle de formation. La sortie des stagiaires, ayant suivi une formation théorique alternée par une formation pratique au niveau des embarcations de pêche, est prévue pour la fin janvier prochain, ce qui permettra d'ouvrir trois classes pour d'autres jeunes stagiaires, a-t-on fait savoir, rappelant que l'école avait ouvert auparavant des classes spéciales pour les marins

en exercice et non diplômés. Avec le développement du volet de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, l'école peut également assurer des formations à la carte au profit d'agriculteurs intéressés par ce domaine, a-t-on ajouté. L'école de formation en techniques de pêche et d'aquaculture de Ghazaouet, qui a ouvert ses portes en septembre 2013, regroupe des laboratoires et des ateliers dans divers métiers de la pêche qui gagneraient à être renforcés par des équipements spécialisés afin de faciliter la tâche aux formateurs notamment dans le domaine de la mécanique qui nécessite un matériel coûteux, a

estimé son directeur, indiquant qu'elle dispose déjà d'un simulateur de navigation avec tous les accessoires modernes et d'une salle de navigation. Cet établissement de formation, réalisé dans l'optique de développer les métiers de la pêche, permettra aux jeunes stagiaires de décrocher des diplômes devant leur ouvrir plusieurs opportunités de travail dans le secteur de la pêche et des ressources halieutiques qui connaît un véritable essor dans la wilaya, en attendant la création prochaine de zones d'activités de pêche et d'aquaculture à Ghazaouet et à Marsa Ben M'hidi.

SKIKDA (RN-44)

Glissement de terrain et fermeture de plusieurs axes

Les fortes chutes de pluies tombées sur la wilaya de Skikda depuis dimanche ont causé un glissement de terrain sur la RN-44 à l'entrée du chef-lieu de wilaya et des écoulements d'eau ayant fermé plusieurs axes routiers. Les précipitations intenses de pluies ont provoqué lundi un glissement de terrain et entassement des boues sur la RN-44 à l'entrée de la ville de Skikda à proximité de la cité Hamrouche-Hamoudi et le lieu-dit Centre N° 3, non loin de la grande zone industrielle, ont indiqué les services de la protection civile. Cet éboulement a paralysé le trafic, empêchant l'accès à la ville, selon la même source qui a fait savoir que les services de la protection civile sont intervenus dans la commune de Filfila pour secourir deux personnes dont la voiture s'est prise dans les boues et deux autres bloquées dans leur domicile. Dans la commune de Hamadi Krouma, les pompiers ont secouru trois familles de neuf membres dont les habitations ont été inondées et ont signalé des fissures des murs de deux habitations et des infiltrations dans cinq maisons à la ferme Arab dans la région de Larbi Ben M'hidi. Dans cette même commune, les sapeurs-pompiers ont percé une clôture pour dévier le cours des eaux et ont enlevé les troncs d'arbres qui obstruaient la route entre Filfila et Skikda. Des actions de pompage des eaux infiltrées au CEM Ibn Djahir de la cité des frères Saker de la ville de Skikda ainsi que dans la région de Larbi Ben M'hidi et les deux communes de Hamadi Krouma et Filfila. Le wali de Skikda, Abdelkader Bensaïd, a présidé une réunion d'urgence avec les directeurs exécutifs, le président de l'APC et des cadres de la wilaya et a insisté sur la mobilisation de tous les moyens pour maîtriser la situation, selon les services de wilaya.

SIDI BEL-ABBÈS

Travaux d'aménagement urbain dans 355 sites

Des opérations d'aménagement urbain portant sur le revêtement des routes et l'éclairage public ont été concrétisées au niveau de 355 sites répartis à travers plusieurs régions de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction. Ces projets ont été réalisés au titre du programme élaboré par la direction de wilaya de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction des exercices 2019 et 2020 doté d'une enveloppe globale de 3,5 milliards DA puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Réparti en six grands lots, ce programme a vu la réalisation de deux opérations à Sidi Bel-Abbès de revêtement des chaussées avec un montant de 500 millions DA et d'amélioration urbaine de 1 milliard DA. Les autres actions concernent notamment la rénovation des routes à travers les régions sud et nord de la wilaya, a-t-on fait savoir. La plupart des opérations de réaménagement réalisée au titre du programme des exercices 2019 et 2020 touche l'amélioration urbaine, l'aménagement externe, l'éclairage public, le revêtement et l'aménagement des trottoirs.

(APS)

ZONE D'OMBRE À MOSTAGANEM

Mise en service prochaine de 242 projets

Un total de 242 projets seront mis en service vers la fin du mois de décembre en cours dans des zones d'ombre de la wilaya de Mostaganem, a annoncé lundi le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia. Ce dernier a indiqué, lors d'une rencontre avec la presse locale, que ces opérations de développement inscrites dans le cadre du programme du gouvernement pour la prise en charge des zones d'ombre, concernent des secteurs vitaux, notamment ceux des ressources en eau, des travaux publics, de l'énergie, de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle. Ainsi, 80 opérations de raccordement et d'extension des réseaux d'alimentation en eau potable seront réalisées au profit de 7 000 familles, en plus de la mise en service de 16 installations pour l'amélioration des

équipements publics de l'eau comprenant 3 stations de pompage pour 13 réservoirs d'eau, a indiqué le responsable. Il a ajouté que les autorités locales ont inscrit et lancé, dernièrement, en coordination avec le ministère des Ressources en eau, les travaux de réalisation de canalisations d'eau potable de la station de dessalement de l'eau de mer de Sonacter dans les communes de la région Est sur une distance de 45 kilomètres, dotés d'une enveloppe budgétaire de 800 millions de dinars. D'autre part, 68 projets, concernant l'ouverture de pistes et l'aménagement de routes sur 120 kms, seront mis en service dans quelques jours ainsi que 24 projets de raccordement à l'énergie électrique au profit de 673 foyers et au gaz naturel pour 1 273 autres. Par ailleurs, 23 autres opérations sont pré-

vues pour le secteur de l'éducation, notamment l'extension des classes et la réfection des écoles primaires ainsi que 17 projets d'aménagement urbain et 12 autres pour le secteur de la santé et la formation professionnelle, en plus d'opérations de rapprochement des organismes administratifs des citoyens et de la jeunesse et des sports. Selon M. Boulahia, 45 autres opérations sont prévues durant le 1er trimestre 2021 au profit des zones d'ombre auxquelles est accordée la priorité, en plus de l'inscription et la réalisation, durant la même période, de 535 projets similaires. Pour rappel, 462 zones ont été classées zones d'ombre et ont bénéficié, jusqu'à présent, de 284 opérations de développement urgentes lancées par les autorités locales durant les 5 derniers mois avec un budget de plus de 3 milliards DA.



FOOT / LIGUE 1 (5^E JOURNÉE)

CSC - USMA à l'affiche, la JSS pour une place de leader



Le duel entre le CS Constantine et l'USM Alger constituera l'affiche de la 5^e journée de Ligue 1 de football, prévue aujourd'hui, alors que la JS Saoura, en appel à Magra, tentera de se hisser provisoirement en tête du championnat. Cette 5^e journée sera tronquée de trois rencontres, en l'occurrence Olympique Médéa - CR Belouizdad, NA Hussein-Dey - ES Sétif et JS Kabylie - AS Aïn M'lila, en raison de la participation du CRB, de l'ESS et de la JSK aux compétitions africaines interclubs. Le CSC (14^e, 3 pts), auteur de trois matchs nuls de rang, tentera de signer son premier succès de la saison face à une équipe de l'USMA (17^e, 2 pts), où rien ne va plus. Sèchement battue lors de la précédente journée à domicile par l'OM (1-3), l'USMA traverse une zone de turbulences. Quelques jours après le limogeage de l'entraîneur François Ciccolini, pour avoir boycotté la cérémonie protocolaire à l'issue de la Supercoupe face au CR Belouizdad (1-2), le directeur général sportif Antar Yahia pourrait

connaître le même sort. Un autre faux-pas risque de mettre déjà le nouveau coach des "Rouge et Noir", le Français Thierry Froger, dans une situation inconfortable. De son côté, la JS Saoura (2^e, 8 pts), invaincue jusque-là, se rendra à l'Est du pays pour défier le NC Magra (10^e, 4 pts), dont l'entraîneur Mohamed Bacha a été limogé dimanche. Un succès des gars de Béchar leur permettrait de grimper provisoirement en tête du classement. Le MC Alger (4^e, 7 pts), auréolé de sa qualification pour le prochain tour de la Ligue des champions, sera en appel à l'Ouest pour croiser le fer avec le RC Relizane (6^e, 6 pts). Les Algérois, qui voyagent bien (4 points sur 6 possibles, nldr), devront rester vigilants face à une équipe du RCR qui s'était imposée le week-end dernier en dehors de ses bases devant le CA Bordj Bou Arréridj (1-0). Pour sa part, le MC Oran (6^e, 6 pts) enchaînera avec un deuxième derby de suite, quand il se rendra chez la lanterne rouge l'USM Bel-Abbès (20^e, 1 pt),

moins d'une semaine après avoir signé sa première victoire de la saison, à domicile face au WA Tlemcen (2-1). Sans les services de ses nouvelles recrues, pas encore qualifiées, la formation de la "Mekerra" sera appelée à puiser dans ses réserves pour éviter le faux-pas de trop. Quant au Paradou AC (10^e, 4 pts), il partira favori à domicile contre le CABBA (17^e, 2 pts), confronté à une crise de résultats et dont les joueurs sont à la recherche d'un sursaut d'orgueil. A Skikda, la JSMS (14^e, 3 pts), largement battue lors de la précédente journée à Aïn M'lila (3-0), est appelée à revoir sa copie, à l'occasion de la réception de l'ASO Chlef (10^e, 4 pts), laquelle se trouve dans l'obligation de réagir suite à la défaite concédée à la maison face à la JSK (0-2). Enfin, le WAT (17^e, 2 pts) cherchera à décrocher son premier succès depuis son retour parmi l'élite, à domicile face à l'US Biskra (6^e, 6 pts), tenue en échec le week-end dernier sur sa pelouse par le PAC (1-1).

Brèves

MEILLEUR CYCLISTE AFRICAIN 2020

Le trophée revient à l'Erythréen Biniam

L'Erythréen Biniam Girmay a été sacré meilleur cycliste africain de l'année 2020, alors que l'Algérien Youcef Reguigui a pris la 8e place, selon les résultats publiés lundi par les organisateurs. Le jury présidé par l'ancien champion français Bernard Hinault a décidé de récompenser le coureur de 20 ans, passé professionnel depuis cette saison au sein de l'équipe marseillaise Delko Nippo (2e division Conti Pro). En 2020, Biniam Girmay a remporté deux étapes sur la Tropicale Amissa Bongo et signé des 2es places au Trophée Laigueglia en Italie et au Tour du Doubs comptant pour la Coupe de France. De son côté, l'Algérien Youcef Reguigui qui évolue au sein de la formation malaisienne "Terengganu Cycling Team", a pris la 8e place du Trophée cycliste africain de l'année 2020. Le coureur algérien s'est distingué en 2020 en remportant notamment la 5e étape de la Tropicale Amissa Bongo, une première pour le cyclisme algérien. Il avait terminé l'épreuve à la 4e place avec un chrono de 22h22:29, soit à 6 secondes seulement du Français Jordan Levasseur qui a enlevé le maillot jaune de ce tour devant l'Erythréen Natnael Tesfazion. Le trophée du meilleur cycliste africain est une récompense attribuée chaque année depuis 2012. L'idée est initiée par les organisateurs de la course cycliste gabonaise, "la Tropicale Amissa Bongo", pour récompenser le meilleur cycliste africain de la saison.

R.S

NBA (COVID-19)

Les joueurs attendent leur tour pour le vaccin

Les stars de la NBA attendront leur tour avant de se faire vacciner contre le Covid-19, a assuré lundi Adam Silver, le patron de la ligue nord-américaine de basket dont la saison 2020-2021 débute mardi. "Il est hors de question qu'on passe devant les autres. Nous attendrons notre tour pour l'accès au vaccin", a déclaré Silver lors d'une conférence téléphonique, appelant à se rendre compte de "l'impact logistique que le gouvernement fédéral et les Etats doivent accomplir, pour une population de plus de 300 millions de personnes", chaque citoyen ayant besoin de deux doses. "J'espère que lorsque nous serons éligibles, les membres de la NBA voudront se faire vacciner", a-t-il ajouté comprenant qu'on puisse hésiter voire refuser de le faire. "A ce titre, nous souhaitons nous impliquer dans les campagnes de service public pour encourager les gens à y avoir recours", a-t-il ajouté. Contrairement à la saison passée, finie dans la bulle hermétique de Disney World en Floride après plus de quatre mois d'interruption due à la pandémie, celle qui s'ouvre, longue de 72 matches, verra les équipes jouer à domicile et à l'extérieur. "On m'a demandé à plusieurs reprises «pourquoi commencez-vous votre saison maintenant, étant donné l'état de la pandémie?» La réponse courte est que nous sommes à l'aise avec les protocoles de santé et de sécurité que nous avons conçus en consultation avec le syndicat des joueurs et nos experts médicaux", a-t-il expliqué. Les équipes devront tout de même voyager à plusieurs reprises au cours des prochains mois. Et à ce stade, six salles ont été autorisées à accueillir un public en nombre très réduit, les 24 autres se voyant imposer le huis clos par les autorités sanitaires locales. Le risque pour les joueurs et staffs d'être exposés au virus sera donc réel, d'autant que la pandémie n'a jamais été aussi galopante aux Etats-Unis. Adam Silver s'attend d'ailleurs à ce que la saison ne soit pas un long fleuve tranquille. "Nous sommes convaincus que nous pouvons la mener à bout. Si nous ne l'avions pas été, nous ne l'aurions pas lancée. Cependant, nous savons qu'il y aura des obstacles en cours de route. C'est pourquoi nous n'avons publié que le calendrier de la première moitié de saison (jusqu'au 4 mars, ndr), car il est possible que nous devions reporter des matches." Les deux premiers sont aux bien programmés ce mardi, avec un choc opposant Brooklyn à Golden State et le duel "ange-leno" entre les Lakers champions en titre et les Clippers.

R.S

PRESSE ESPAGNOLE

Benzema Sacré meilleur joueur de la saison

Karim Benzema a été nommé lundi, par le quotidien Marca, meilleur joueur du championnat espagnol sur la saison 2019-2020. Zinedine Zidane a lui aussi reçu une récompense.



Karim Benzema finit l'année en apothéose. Après avoir été le principal acteur du dernier sacre madrilène en championnat, l'attaquant a été sacré lundi meilleur joueur de cet exer-

cice par le quotidien Marca. Pour la première fois depuis onze ans, le prix "Alfredo Di Stefano" en question est décerné à un autre joueur que Cristiano Ronaldo ou Lionel Messi. Une distinction de plus

pour l'attaquant, qui est devenu le joueur français le plus prolifique dans un championnat étranger, devançant ainsi Thierry Henry. Excellent depuis le "restart", Karim Benzema porte encore les siens

cette saison, pour le plus grand bonheur de Zinedine Zidane. Le Français a d'ailleurs été nommé meilleur entraîneur de la saison 2019-2020 de Liga.

R.S

FOOT / PREMIER LEAGUE

Pas de renfort offensif pour City durant le mercato d'hiver

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, a assuré lundi que son équipe ne prévoit pas de se renforcer offensivement durant le mercato d'hiver, invoquant la situation économique plombée par le Coronavirus. "Non, je ne pense pas, la situation économique mondiale étant ce qu'elle est", a-t-il répondu à des journalistes qui lui demandaient s'il fallait espérer du sang neuf cet hiver. "Tous les clubs souffrent, nous ne sommes pas une exception", a-t-il ajouté. Privés depuis plusieurs semaines de Sergio Agüero, les Citizens ont aussi dû se passer de Gabriel Jesus samedi, mais ils ont malgré tout réussi à l'emporter (1-0) à Southampton, après avoir partagé les points à Old

Trafford (0-0) et contre le promu West Bromwich Albion (1-1). "On se crée des occasions nettes qu'on n'arrive pas à concrétiser et tant que cela sera le cas, nous souffrirons", a-t-il averti. Grâce à une défense retrouvée - City n'a pas encaissé de but lors de 7 de ses 8 derniers matches - les Mancuniens s'accrochent à la 7e place, à 8 points de Liverpool, avec un match en moins. "C'est incroyable, et c'est pour ça qu'on est encore là où on est, en train de frapper à la porte des équipes devant nous", a admis Guardiola. "Il faut rester stable et peut-être qu'un jour les joueurs seront assez frais pour marquer des buts", a-t-il souhaité.

R.S

FOOTBALL / BUNDESLIGA

Thuram suspendu cinq matches ferme

L'attaquant du Borussia Mönchengladbach, Marcus Thuram, a été suspendu six matches, dont cinq ferme, lundi pour avoir craché sur un adversaire, a annoncé dans un communiqué la Fédération allemande de Football (DFB). L'international français avait craché sur un adversaire lors d'un match avec son club du Borussia Mönchengladbach contre le TSG Hoffenheim (1-2) samedi. Thuram devra s'acquitter d'une amende de 40.000 euros, à poursuivre la fédération. Elle viendra en addition de l'amende de 150.000 euros déjà infligée par son club au Français, qui s'est excusé.

R.S

BASKET-BALL / COUPE INTER-CONTINENTALE 2021

Buenos Aires hôte de la 3e édition

La troisième édition de la Coupe intercontinentale des clubs de basket-ball 2021 se déroulera le 6 février à Buenos Aires (Argentine), a annoncé la Fédération internationale de la discipline (FIBA Monde). Pour cette édition, le tournoi se résumera à un seul match à cause de la pandémie de coronavirus et mettra aux prises le club espagnol de Hereda San Pablo Burgos, vainqueur de la Ligue des champions d'Europe, à son homologue argentin Atlético Quimsa, vainqueur de la Ligue des champions d'Amérique. La dernière édition disputée en février 2020 en Espagne, avait été remportée par le club organisateur Iberostar Tenerife devant le Virtus Bologne d'Italie (80-72), alors que la première édition disputée en 2019, avait enregistré la victoire de la formation grecque de l'AEK Athènes devant son homologue brésilienne de Flamengo (86-70).

R.S

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT (TAS)

Suspension de la championne olympique brésilienne Rafaela Silva

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a rejeté lundi l'appel de la Brésilienne Rafaela Silva, championne olympique en titre de judo, suspendue deux ans pour un contrôle antidopage positif l'an dernier et qui ne pourra donc pas défendre son titre aux Jeux olympiques de Tokyo cet été. Silva, sacrée dans la catégorie des moins de 57 kilos aux JO de Rio en 2016, avait été contrôlée positive au fénétérol, un produit utilisé notamment pour le traitement de

l'asthme, le 9 août 2019 lors des Jeux panaméricains. Elle avait écopé d'une suspension de deux ans par la Fédération internationale de judo. Cette sanction avait été confirmée en appel le 22 janvier dernier. Silva, qui a toujours clamé son innocence, affirmait avoir été contaminée accidentellement au cours des Jeux panaméricains à la suite de contacts avec sa colocataire ou avec des supporters. La judoka de 28 ans avait également dé-

claré qu'une des hypothèses était que la substance lui avait été transmise par un bébé, la fille d'une amie, qui faisait usage de produits contre l'asthme. Rafaela Silva, qui a grandi dans la Cité de Dieu, célèbre favela de Rio de Janeiro, a remporté ses plus grands titres à domicile, aux Mondiaux-2013 et aux JO-2016. Grâce à ses victoires, elle était devenue un symbole de réussite pour les populations des quartiers difficiles.

R.S

FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE)
REPROGRAMMATION DE CRB- GOR MAHIA

”Nous n’avons rien reçu de la CAF”

Le directeur du pôle compétitif du CR Belouizdad, Taoufik Korichi, a déclaré hier que le club n'avait rien reçu de la part de la Confédération africaine de football (CAF) à propos d'une éventuelle reprogrammation du match face aux Kényans de Gor Mahia, prévu ce mercredi au stade du 5-juillet (20h45), dans le cadre du 2e tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football.



”Nous n'avons rien reçu de la part de la commission des compétitions de la CAF concernant une nouvelle date de cette rencontre. Pour nous, le match est toujours fixé au mercredi. Le club kényan devait rallier Alger lundi mais il ne l'a pas fait. Nous avons constaté son absence, en saisissant la CAF et la FAF”, a indiqué, à l'APS, Korichi. Attendue lundi après-midi à Alger sur un vol

en provenance de Doha (Qatar), la délégation de la formation kényane ne figurait pas parmi les passagers. Le trio arbitral tunisien désigné, pour officier cette rencontre, se trouve quant à lui à Alger depuis dimanche. ”Selon certaines indiscretions, le match risque bien d'être décalé de 24 heures, mais rien n'est encore officiel. Les Kényans ne nous ont rien communiqué concernant leur plan de vol. Il s'agit d'une situation imprévue mais nous de-

vons bien nous adapter, en restant concentrés sur le match”, a-t-il ajouté. Le président de Gor Mahia, Ambrose Rachier, avait indiqué, lundi soir au site spécialisé Goal, que le match aurait été ”reprogrammé au samedi 26 décembre”, précisant que l'arrivée de l'équipe kényane à Alger ”est prévue entre le 23 et 24 décembre”. La seconde manche est fixée aux 5-6 janvier 2021 à Nairobi.

R.S

SPORT / JEUX MÉDITERRANÉENS 2022

Les véliplanchistes algériens espèrent ”une fin imminente” de la pandémie

Les véliplanchistes algériens de la série Laser Standard, actuellement en stage bloqué à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques d'Alger-Plage, sont unanimes à espérer ”une fin imminente” de la pandémie du nouveau coronavirus, pour ”bénéficier de meilleures conditions de travail dès le début de l'année 2021” ce qui leur permettra de ”mieux préparer” les prochains Jeux méditerranéens, prévus en 2022 à Olan. ”Notre souhait le plus cher est que cette crise sanitaire prenne fin au plus vite et que les choses reprennent leur cours normal, pour qu'en 2021, nous puissions retravailler comme avant et pouvoir

ainsi préparer les JM d'Oran dans les meilleures conditions possibles” ont déclaré hier Maïssa Abdelfettah et Oussama Benserai, dans des interviews accordées au site officiel de la Fédération (FAV). Concernant ce stage bloqué, qui se déroule du 14 au 24 décembre à Alger-Plage, les jeunes champions de la série Laser Standard ont indiqué qu'il ”sert surtout” à les ”remettre dans le bain, après une longue période d'arrêt, imposée par la pandémie” du COVID-19. Des véliplanchistes de la série RSX sont également concernés par ce regroupement, dont Hamza Bouras et Amina Berrichi, qui eux préparent les Jeux

olympiques de 2022 à Tokyo et pour lesquels ils sont déjà qualifiés, grâce notamment à leur titre continental, décroché en octobre 2019. Une importante compétition, pour laquelle la FAV espère bénéficier d'une invitation (wildcard) pour pouvoir y qualifier deux autres athlètes dans la série Laser Standard, à savoir : le tandem Wassim Ziani - Karassane Maliya. Un espoir plus que permis pour la voile algérienne car la Fédération internationale devrait proposer un quota de 18 wild-cards aux nations qui n'ont pas réussi à qualifier leurs véliplanchistes pour Tokyo. La sélection nationale voile a déjà effectué trois stages de préparation, en vue des

importantes échéances internationales à venir. Le premier au mois d'août, puis un second en septembre et le dernier en octobre, toujours à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques. Outre Hamza Bouras et Amina Berrichi, les athlètes concernés par ce stage dans la série RSX sont : Ramzy Boudjattit, Katia Belabès, Lina Ait-Ali Ouslimane, Faycal Bencerai, Ramy Boudrouma et Islem Benaka. Pour ce qui est de la série Laser Standard, et outre le tandem Maïssa Abdelfettah - Oussama Benserai, les véliplanchistes Ziani Wassim et Karassane Maliya sont également concernés par ce stage.

R.S

Brèves

LIGUE 2/MC SAÏDA Réélu à la tête du CSA, Messaïdi promet un centre de formation

Le président sortant du Club sportif amateur du MC Saïda, Mohamed Messaïdi, a été réélu lors de l'assemblée générale électorale tenue lundi soir. Indiquant qu'il était ”honoré” par la confiance placée en lui à nouveau par les membres de l'AG, Messaïdi, a déclaré, à l'APS, qu'il fera de la formation son cheval de bataille au cours de son prochain mandat. ”Mon principal objectif sera de doter le club d'un centre de formation, d'autant que la région regorge de jeunes talents en football”, a-t-il souligné. Il a fait savoir, à ce propos, que des anciens footballeurs viennent d'intégrer le bureau exécutif du CSA, ce qui devra leur permettre de prendre en charge ce dossier, ajoutant que le site devant abriter le centre de formation est déjà désigné, en attendant d'accomplir les procédures administratives d'usage pour lancer le projet. Le même responsable entend également relancer certaines sections sportives qui ont disparu depuis plusieurs années ”pour des raisons financières”, a-t-il justifié, citant les sections de boxe et de pétanque, comme étant ”les mieux placées pour faire leur retour dans un avenir proche”. Mohamed Messaïdi, dont l'organisme détient la majorité des actions de la société sportive par actions (SSPA) du club de football (Ligue 2), a remporté 31 voix contre 12 pour son seul concurrent, Hamza Medjadi.

R.S

HAND/ MONDIAL-2021 (PRÉPARATION) Victoire de l'Algérie devant la Pologne (26-23)

La sélection algérienne de handball s'est imposée devant son homologue polonaise sur le score de 26 à 23 (mi-temps : 12-12), en match amical de préparation au Mondial-2021, disputé lundi à Wladyslawowo. Le Sept national, en stage en Pologne jusqu'au 30 décembre, disputera un autre second amical face à la Pologne, mardi, avant d'enchaîner avec le tournoi international de Varsovie prévu du 27 au 29 décembre, regroupant quatre équipes. Outre la Pologne (pays hôte) et l'Algérie, ce tournoi verra également la participation de la Russie et de la Suisse ou l'Egypte. Le Sept national effectuera par la suite un ultime stage précompétitif à Manama (Bahrein) à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier. Le départ pour le Caire se fera à partir de Manama le 11 janvier. Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les Algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier). En Egypte, les ”Verts” vont signer leur retour sur la scène mondiale après avoir brillé par leur absence lors des éditions de 2017 en France et 2019 en Allemagne et au Danemark.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (4E JOURNÉE) Deux entraîneurs sanctionnés par la LFP

Les entraîneurs du WA Tlemcen, Abbas Abd El Aziz, et de l'ASO Chlef Moussi ont écopé d'un match de suspension chacun (interdiction de vestiaires et de terrain), pour ”contestation de décision” lors des rencontres de la 4e journée de Ligue 1 disputées les 18 et 19 décembre, a indiqué la Ligue de football professionnel lundi. Les deux techniciens devront en outre s'acquitter d'une amende de 20.000 DA. La Commission de discipline de la LFP réunie lundi a également sanctionné l'USM Bel Abbès d'une amende de 20.000 DA pour ”absence de l'entraîneur sur la main courante” lors de la rencontre de la 4e journée contre la JS Saoura. D'autre part, le défenseur du NA Hussein-déy, Meftah Mohamed, a été sanctionné d'un (01) match de suspension ferme plus 30.000DA d'amende pour ”contestation de décision”. La même sanction a été infligée au joueur de l'OM Médéa, Cherfaoui Tarek.

R.S

FOOT - LIGUE 2 / CR TÊMOUCHENT

Talbi vise l'accession après sa réélection

Le président du CR Témouchent, Houari Talbi, réélu lundi soir à la tête du club nouveau promu en Ligue 2 de football, s'est engagé à jouer la carte de l'accession lors de la nouvelle saison, si les moyens financiers ”ne feront pas défaut” à sa formation. ”Notre objectif est de monter une équipe compétitive capable de jouer la carte de l'accession, si nous parvenons à avoir les moyens de notre politique, car comme tout le monde le sait, nous traversons une crise financière aiguë. Cela nous amène à lancer un énième appel en direction des autorités locales

et industriels de la ville pour assister le club”, a-t-il déclaré lors de l'exposé de son programme d'action. L'assemblée générale électorale du CRT a eu lieu après avoir décalé à deux reprises la date butoir de recueil des candidatures, en raison de l'absence de candidats pour briguer le poste de président. Cette situation a poussé Houari Talbi à postuler à sa succession à la dernière minute pour ”débloquer la situation”, a-t-il affirmé. Outre les grosses ambitions qu'il nourrit en vue de la prochaine édition de championnat, dont le coup d'envoi

sera donné en février 2021, le même responsable a annoncé qu'il prévoyait de doter le club d'une académie de football. ”Par le passé, le CRT était composé dans sa majorité de joueurs enfants du club. Ce n'est plus le cas depuis quelques années, et je pense qu'il est temps pour nous de revoir cette politique. J'espère que notre demande formulée à la direction de la jeunesse et des sports pour mettre certains sites sportifs à notre disposition, afin de lancer notre académie de football, soit exaucée”, a-t-il souhaité. Par ailleurs, le

boss du CRT a annoncé la reprise des entraînements mardi, soit après 48 heures de la date fixée par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour les clubs de Ligue 2 pour débiter la préparation d'intersaison. La formation de la ville d'Aïn Témouchent, qui a fait un passage éphémère en Ligue 2 entre 2009 et 2011, s'est renforcée par plusieurs joueurs lors du mercato estival. Elle a fait appel aussi à un nouvel entraîneur, en la personne de Hadj Merine qui a succédé à Omar Belatoui, rappelle-t-on.

R.S

TUNISIE

Mandats de dépôt contre le ministre de l'Environnement

Le ministère public près le Tribunal de première instance de Sousse 1 (Est de la Tunisie) a émis, lundi après-midi, quatre mandats de dépôt contre des responsables tunisiens dans l'affaire dite de déchets importés d'Italie, annonce Jabeur Ghénimi, porte-parole de cette juridiction, rapporte l'agence TAP. Les mandats de dépôt concernent le ministre de l'Environnement limogé, deux directeurs de l'Agence nationale de gestion des déchets (ANGED) et de l'Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE) et un fonctionnaire de la direction régionale de l'Environnement à Sousse, ajoute la même source. M. Ghénimi a souligné, dans une déclaration à la TAP, la poursuite des interrogatoires des suspects. Plus tôt dans la journée, cette même juridiction a ordonné de placer 12 personnes en garde à vue dans le cadre de cette affaire. Dix autres suspects ont comparu en état de liberté, alors que le propriétaire de la société importatrice de ces déchets est toujours en cavale. D'après Jabeur Ghénimi, parmi les personnes arrêtées, entre samedi et dimanche (19 et 20 décembre 2020), figurent l'ancien ministre des Affaires locales et de l'Environnement sous le gouvernement Mechichi, un chef de cabinet, un ancien directeur général et deux directeurs de l'Agence nationale de gestion des déchets (ANGED), deux autres directeurs à l'Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE), un cadre de la douane, le propriétaire d'un laboratoire privé, un transitaire et un agent de la Poste tunisienne.

LIBYE

Georgette Gagnon nommée au poste de Coordinatrice résidente

Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a nommé lundi la Canadienne Georgette Gagnon au poste de Coordinatrice résidente et Coordinatrice humanitaire des Nations unies pour la Libye. Mme Gagnon, qui aura désormais le rang de Secrétaire générale adjointe, succède au Soudanais Yacoub El Hillo, qui achèvera sa mission le 5 janvier 2021, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole de M. Guterres. Mme Gagnon apporte à ce poste plus de 25 ans d'expérience dans la direction et la mise en œuvre de toutes sortes d'initiatives stratégiques en matière de droits de l'homme, d'action humanitaire et de développement. Elle est également habituée à diriger des équipes multidisciplinaires dans des pays en conflit ou sortant d'un conflit, a indiqué M. Dujarric. Plus récemment, elle a été directrice de la Division de la coopération technique et des opérations de terrain du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, où elle a dirigé les efforts de fond et le travail opérationnel de 94 missions de terrain à travers le monde. De 2010 à 2015, elle a été directrice des droits de l'homme pour la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA).

NICARAGUA

Une loi pour exclure des opposants des futures élections

Le Parlement du Nicaragua a approuvé lundi une loi qui exclut des élections générales de 2021 ceux qui font la promotion de sanctions étrangères et l'encontre du pays d'Amérique centrale, une claire allusion à l'opposition. La loi intitulée "Défense des droits du peuple à l'indépendance, souveraineté et autodétermination pour la paix", soutenue par le président Daniel Ortega, a été approuvée lundi par le Parlement, où le parti du chef de l'Etat, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), est majoritaire. Le texte a été adopté par 70 voix. Quinze parlementaire ont voté contre et quatre se sont abstenus. Le Nicaragua organisera des élections présidentielle et législatives en novembre 2021. Au pouvoir depuis 2007, Daniel Ortega, un ex-guérillero sandiniste qui avait déjà été à la tête du pays de 1985 à 1990, pourrait briguer un quatrième mandat consécutif. La loi, dénoncée par l'opposition, établit que "toute personne qui demande, soutient et salue l'imposition de sanctions contre l'Etat du Nicaragua" ne pourra pas se présenter à ces élections. Est également exclue toute personne qui fomenté ou finance un coup d'Etat, porte atteinte à l'ordre constitutionnel, incite à l'ingérence étrangère ou participe, avec des financements extérieurs, à des actes de terrorisme et de déstabilisation.

ATTAQUE CONTRE LA ZONE VERTE DE BAGDAD

Le PM confirme l'arrestation de plusieurs suspects



Le Premier ministre irakien Mustafa al-Kadhimi a confirmé lundi l'arrestation de plusieurs suspects en lien avec la dernière attaque commise contre la Zone verte, un secteur lourdement fortifié du centre de Bagdad. "L'attaque commise dimanche contre la Zone verte était un acte terroriste lâche", a déclaré M. Al-Kadhimi dans un communiqué

de presse, après une session extraordinaire du cabinet destinée à approuver le budget national 2021. "Nous avons arrêté un groupe de suspects qui ont attaqué la Zone verte au moyen de roquettes", a indiqué M. Al-Kadhimi, précisant que ces roquettes avaient blessé des Irakiens et causé des dégâts matériels. Il n'a cependant pas indiqué le nombre exact de

suspects arrêtés. "Nous n'accepterons aucune attaque contre les missions diplomatiques", a souligné M. Al-Kadhimi, ajoutant que les responsables de la sécurité chargés de la zone d'où les roquettes ont été tirées avaient également été arrêtés. Dimanche, le service de presse du Commandement des opérations conjointes d'Irak a annoncé que

la Zone verte avait été touchée par huit roquettes, qui ont blessé un soldat irakien et endommagé des bâtiments résidentiels. Aucun groupe n'a encore revendiqué l'attaque. Les bases militaires irakiennes qui abritent des troupes américaines sont cependant souvent visées par des attaques à la roquette, de même que l'ambassade américaine, située dans la Zone verte.

PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

Le Norvégien Tor Wennesland nommé au poste de coordinateur spécial

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, a nommé lundi le Norvégien Tor Wennesland en tant que nouveau coordinateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et son représentant personnel auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne. A ce titre, M. Wennesland, qui succède au Bulgare Nickolay Mladenov, sera l'envoyé du secrétaire général auprès du Quartette du Moyen-Orient, qui com-

prend les Nations unies et l'Union européenne, la Russie et les Etats-Unis, a indiqué le bureau de presse de M. Guterres. Diplomate de carrière qui a rejoint le ministère norvégien des Affaires étrangères en 1983, M. Wennesland est actuellement le représentant spécial de la Norvège pour le processus de paix au Moyen-Orient. Selon le bureau de presse du chef de l'ONU, la vaste expérience de M. Wennesland au Moyen-Orient re-

monte à 1994 quand il était conseiller au bureau du Moyen-Orient du ministre norvégien des Affaires étrangères pendant le processus qui a conduit à l'Accord d'Oslo II. Il a également été représentant de la Norvège auprès de l'Autorité palestinienne de 2007 à 2011 et ambassadeur de Norvège en Egypte et en Libye de 2012 à 2015. Il a également été affecté à la mission norvégienne auprès des Nations unies à Genève et à l'ambassade de Norvège à Dublin.

ETHIOPIE

Les équipes d'évaluation humanitaire de l'ONU au Tigré

Deux équipes de l'ONU entreront lundi dans la région troublée du Tigré, en Ethiopie, afin d'évaluer les besoins humanitaires, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. "Je suis heureux de vous annoncer que nos collègues humanitaires ont confirmé que deux équipes d'évaluation interagences devraient pénétrer aujourd'hui au Tigré, après avoir reçu l'approbation officielle du gouvernement fédéral samedi dernier", a-t-il indiqué lors d'un point de presse. Une des équipes est destinée à visiter Shire, tandis que l'autre se rendra à Mekelle. L'objectif de ces missions, qui devraient durer une semaine, sera d'évaluer les besoins humanitaires locaux, a déclaré le porte-parole. Depuis le 4 novembre, le gouvernement éthiopien conduit des opérations militaires contre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui dirige l'Etat du Tigré, l'Etat le plus septentrional de l'Ethiopie. Ces opérations font suite à une attaque du TPLF contre une base des forces de défense éthiopiennes dans la ville de Mekelle, la capitale du Tigré. M. Dujarric a déclaré que le plan d'intervention humanitaire de l'ONU dans le nord de l'Ethiopie avait été mis à jour. Les Nations Unies ont désormais besoin de 116,5 millions de dollars américains d'ici fin janvier 2021. L'objectif de ce plan est de répondre aux besoins immédiats d'environ 2,3 millions de personnes, dont 1,3 million de personnes touchées par le récent conflit au Tigré. Ce programme est pour le moment financé à 46%, et présente encore un déficit exceptionnel de près de 63,4 millions de dollars, a souligné le porte-parole.

ROUMANIE

Les pro-européens scellent un accord pour former un gouvernement

Trois partis pro-européens de centre droit ont scellé lundi en Roumanie un accord visant à la formation d'un gouvernement avec l'économiste et actuel ministre des Finances Florin Citu pour Premier ministre, dans la foulée des élections législatives du 6 décembre. "Nous souhaitons donner rapidement à la Roumanie un gouvernement qui mène des réformes destinées à mo-

derniser le pays", a déclaré lors d'une cérémonie Ludovic Orban, le chef de file des libéraux (PNL, au pouvoir), qui formeront une coalition avec deux autres partis. Les responsables de ces formations ont annoncé qu'ils proposeraient l'actuel ministre des Finances Florin Citu, 48 ans, au poste de Premier ministre. "Je suis certain que ce sera un gou-

vernement stable (...) dévoué aux intérêts des citoyens", a déclaré M. Citu, diplômé en économie après des études doctorales à l'université de l'Iowa, aux Etats-Unis. Le chef de l'Etat Klaus Iohannis, qui s'était déjà déclaré favorable à un gouvernement de centre droit, a aussitôt convoqué les partis politiques à des consultations mardi après-midi. Il devrait désigner officiellement dans

la foulée M. Citu comme Premier ministre, afin que ce dernier demande un vote de confiance au parlement avant la fin de l'année. Coup d'envoi de la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus prévu le 27 décembre, adoption du projet de budget 2021, réformes destinées à relancer l'économie: le futur gouvernement sera confronté à de nombreux défis.

NORMALISATION

Premier vol commercial direct entre le Maroc et Israël

Ce vol commercial direct de la compagnie israélienne El Al vers le Maroc est une preuve importante que la normalisation des relations entre le Maroc et Israël est bien en route. Après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan, le Maroc est en effet devenu le quatrième pays du monde arabe à annoncer cette année une normalisation de ses relations avec Israël sous l'égide des États-Unis.

Le vol inaugural de ce 22 décembre qui le souligne est un vol direct entre Tel-Aviv et Rabat. Les passagers de marque de ce premier vol commercial direct d'El Al de Tel-Aviv à Rabat. À son bord, Jared Kushner, conseiller et gendre du président Donald Trump, et un conseiller du premier ministre israélien. « J'étais ici il y a quelques mois pour le premier vol vers les Émirats arabes unis après cette percée historique en faveur de la paix. Depuis, des vols commerciaux font la navette plusieurs fois par jour entre les deux pays (...), mon espoir est que ce vol aujourd'hui au Maroc crée la même dynamique », a déclaré au micro de l'AFP Jared Kushner sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv.



Des accords et plus de liaisons aériennes en vue

Avant la pandémie de nouveau coronavirus, le Maroc accueillait chaque année entre 50 000 et 70 000 touristes juifs, pour la plupart en provenance indirecte d'Israël. « 50 000 Israéliens viennent tout juste de se rendre à Dubaï et ce qui se passe là-bas est une révolution parce que les Émirats les ont accueillis chaleureusement (...), et la même chose va se produire maintenant à Rabat et Casablanca », avait déclaré lundi soir Netanyahu, dont le conseiller spécial à la sécurité, Meir Ben Shabbat, s'est

aussi envolé hier pour Rabat. Ce vol Tel-Aviv-Rabat doit être suivi par la signature d'accords au Maroc et le développement, à terme, de lignes aériennes directes.

Sahara-Palestine : deux poids pour une balance

En acceptant de relancer officiellement ses relations avec Israël, le Maroc a obtenu en contrepartie que le président Trump reconnaisse sa « souveraineté » sur le Sahara occidental. L'accord propose d'ailleurs l'ouverture d'un consulat américain au Sahara oc-

cidental et un programme d'investissement américain, que la presse marocaine assure colossal, la réouverture de bureaux diplomatiques à Tel-Aviv et Rabat, fermés au début des années 2000, et le développement de la coopération économique bilatérale. Mais le soutien aux Palestiniens est considéré comme une « cause nationale » au Maroc. Deux manifestations pro-palestiniennes ont été interdites la semaine dernière à Rabat, avec une mobilisation impressionnante des forces de l'ordre. L'officialisation d'un partenariat

de facto Israël et le Maroc avaient déjà entretenu des relations officielles à la fin des années 1990. Deux bureaux diplomatiques ont assuré la liaison après les accords de paix israélo-palestiniens d'Oslo de 1993, jusqu'à leur fermeture après le déclenchement de la deuxième intifada en 2000. Le nouvel accord formalise « un partenariat de facto remontant à plus de 60 ans », avec notamment une « coopération dans le domaine du renseignement et de la sécurité ».

R.I

SAHARA OCCIDENTAL

Stéphane Dujarric réitère la position "inchangée" de l'ONU

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, Stéphane Dujarric, a réaffirmé lundi que la position des Nations unies n'"a pas changé" quant aux récentes déclarations sur le Sahara occidental, et que l'ONU "continue de croire qu'une solution peut être trouvée à travers un dialogue conformément aux résolutions du Conseil de sécurité". "Notre position sur les déclarations concernant le Sahara occidental n'a pas changé et nous continuons de croire qu'une solution peut être trouvée par un dialogue fondé sur la base des

résolutions pertinentes du Conseil de sécurité", de l'ONU, a déclaré M. Dujarric. "Il n'y a pas de changements opérationnels majeurs de notre part", a insisté Stéphane Dujarric avant le briefing du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental, demandé par l'Allemagne. Stéphane Dujarric répondait à ainsi une question d'un journaliste concernant la décision du président américain sortant Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu lundi des consultations sur les récents développe-

ments au Sahara occidental, à la lumière de la reprise des affrontements entre les deux parties au conflit (Maroc/Front Polisario), après que les forces militaires marocaines ont rompu le cessez-le-feu le 13 novembre dernier en agressant des manifestants sahraouis dans la zone tampon d'El-Guerguerat, au sud-ouest du Sahara occidental. La réunion de lundi est survenue également dans le sillage de la démarche de Trump, vivement dénoncée à travers le monde sur fond d'appels au président élu Joe Biden de l'"annuler".

R.I

DÉCLARATIONS D'EL-OTHMANI SUR CEUTA ET MELILLA

Madrid convoque l'ambassadrice du Maroc

Le gouvernement espagnol a convoqué en urgence lundi l'ambassadrice du Maroc en Espagne, Karima Benyaich, pour lui demander des clarifications sur les déclarations du Premier ministre marocain, Saadeddine El-Othmani, dans lesquelles il a estimé que Ceuta et Melilla "sont des villes marocaines", a rapporté Europa Press. La secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Cristina Gallach, a informé l'ambassadeur que l'exécutif espagnol "attend de tous ses partenaires le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale" de l'Espagne, comme le rapporte le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères ibérique, Cristina Gallach a "réclamé des clarifications à propos des déclarations du Premier ministre marocain". Saadeddine El-Othmani a défendu ce week-end que les deux enclaves espagnoles "sont marocaines". Dans un entretien avec la chaîne "Sharq News", repris par les médias marocains, El-Othmani a reconnu que par rapport aux deux enclaves espagnoles "le statu quo a duré cinq ou six siècles". En ce sens, il a considéré que "le jour viendra où nous ouvrirons le dossier de Ceuta et Melilla". Les propos du Premier ministre marocain ont suscité les critiques de plusieurs partis politiques en Espagne, dont le chef du Parti Populaire (PP), Pablo Casado, qui a exhorté le gouvernement espagnol à "répondre immédiatement" car la souveraineté espagnole des deux villes et l'intégrité territoriale nationale "est inaliénable". Le parti "Vox" a également exigé une "réponse énergique" et a critiqué la "lâcheté" du gouvernement devant les "revendications expansionnistes de la tyrannie marocaine", qui "constituent un danger" pour la souveraineté espagnole. "L'ennemi sent la peur et la lâcheté de ce gouvernement", a déclaré Vox dans un message publié sur Twitter, repris par Europa Press.

R.I

GOUVERNEMENT SAHRAOUI

Les résolutions de l'ONU est "une condamnation" de la politique d'occupation

Le gouvernement sahraoui a estimé, mardi, que l'attachement du Conseil de sécurité aux résolutions internationales sur le règlement de la question du Sahara Occidental était "une condamnation" de la politique d'occupation marocaine, visant à confisquer aux Sahraouis le droit inaliénable à l'autodétermination. "L'attachement du Conseil de sécurité à la nature juridique de la question sahraouie et au règlement pacifique basé sur les résolutions de la légalité internationale constitue une condam-

nation de la politique de l'occupant et de ses complices visant à confisquer au peuple sahraoui le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance", a indiqué le gouvernement sahraoui dans un communiqué au lendemain de la séance à huis-clos tenue par le Conseil de sécurité sur le Sahara Occidental. Cette position est "un revers" à l'annonce du président sortant américain Donald Trump de la reconnaissance de "la souveraineté" présumée du Maroc sur le Sahara Occidental, ajoute le

communiqué. Des pays membres du conseil ont vivement critiqué la décision du président américain "qui fait perdre à son administration le droit de formuler les décisions relatives au Sahara Occidental, dont elle jouissait auparavant, a fait savoir la même source. Le Conseil de sécurité a tenu lundi une séance huis-clos sur les derniers développements de la situation au Sahara occidental, plus d'un mois après la violation par le Maroc du cessez-le-feu dans la zone tampon d'El Guerguerat

et quelques jours après l'annonce faite par le président américain. Citant des sources onusiennes, le gouvernement sahraoui a souligné que "l'Etat d'occupation marocain, avec la complicité de la France, a tenté comme à l'accoutumée d'entraver la tenue de cette séance "si son objet n'était pas un appel au cessez-le-feu", souligne le gouvernement sahraoui, citant des sources onusiennes, ajoutant que "la déception a été grande pour l'occupation", conclut la même source.

R.I

Covid-19, le solutionnisme n'est pas la solution

L'épidémie de Covid-19 survient dans un contexte historique singulier. D'une part, après avoir cru pendant trente ans qu'il n'y avait pas d'autre solution à l'alignement du capitalisme mondialisé et de la démocratie libérale, l'humanité s'éveillait progressivement du coma qu'elle s'était imposé. L'idée que la situation pourrait s'améliorer, mais aussi se dégrader soudainement, ne choquait plus personne. D'autre part, ces quatre dernières années, marquées par le Brexit, l'élection de Donald Trump, l'ascension puis la chute de Jeremy Corbyn — un sort que pourrait bientôt partager Bernie Sanders —, ont montré la résilience considérable du capitalisme mondial. Un simple changement d'idéologie, du mondialisme au nativisme ou du néolibéralisme à la social-démocratie, n'a pas suffi à transformer les relations sociales et économiques. Confrontées à la perspective d'une refonte totale du capitalisme, les idéologies qui semblaient autrefois si radicales se sont révélées impuissantes et banales. Que penser alors de l'urgence sanitaire actuelle ? Ceux qui placent leur espoir dans le potentiel transformateur et émancipateur de la crise du Covid-19 risquent de vite déchanter. Non pas que nos attentes soient excessives, les interventions proposées comme le revenu de base universel et le Green New Deal sont raisonnables et tout à fait nécessaires. Cependant, on sous-estime la résilience du système actuel tout en surestimant la capacité des idées à changer le monde en l'absence d'infrastructures solides et robustes sur le plan technologique et politique, qui permettraient de les mettre en œuvre.

L'État solutionniste
Si le dogme du « néolibéralisme » est souvent considéré comme la source de tous les maux, il

l'explique pas tout. Depuis près d'une décennie, je désigne un autre coupable, qui lui est toutefois apparenté intellectuellement : le « solutionnisme ». Cette idéologie prétendument post-idéologie recommande un ensemble de mesures ad hoc, dites « pragmatiques », pour maintenir en marche le capitalisme mondialisé tout en résolvant les innombrables problèmes et contradictions qu'il génère. Avec, étonnamment, de juteux profits à la clé. Les effets les plus pernicieux du solutionnisme ne résident pas dans nos start-ups mais dans nos gouvernements. L'État solutionniste, une version humanisée, mais aussi plus sophistiquée de l'État de surveillance qui l'a précédé, dispose d'un double mandat. Il doit s'assurer que les acteurs de l'innovation (développeurs, hackers et entrepreneurs), aussi difficiles à maîtriser soient-ils, n'exploient pas leurs compétences et les ressources existantes pour expérimenter d'autres formes d'organisation sociale. Ce n'est pas une coïncidence si pour bénéficier pleinement de l'intelligence artificielle et du cloud (1), il faut monter une start-up dotée de fonds confortables. C'est au contraire le fruit d'efforts politiques délibérés. Conséquence : les projets plus subversifs qui pourraient produire des institutions de coordination sociale non commerciale meurent. Tués dans l'œuf. Cela explique qu'en plus de vingt ans on n'ait pas vu d'autres entités dans la lignée de Wikipedia. À l'heure où le monde est entièrement numérisé par des multinationales avides de données, l'État compte bien obtenir sa part du butin. Outre la surveillance généralisée, la numérisation menée par les entreprises a permis aux gouvernements de procéder à bon nombre d'interventions solutionnistes de leur cru au bénéfice des marchés.

Les techniques de nudge (2) constituent un parfait exemple de mise en pratique du solutionnisme : grâce à elles, on peut laisser les causes d'un problème inchangé tout en se concentrant sur la tâche plus abordable consistant à « ajuster » le comportement individuel à l'inaltérable réalité, aussi cruelle soit-elle.

Le Covid-19 est à l'État solutionniste ce que les attentats du 11-Septembre sont à l'État de surveillance

Tous solutionnistes ! Le Covid-19 est à l'État solutionniste ce que les attentats du 11-Septembre sont à l'État de surveillance. Cependant, les menaces que le solutionnisme représente pour la culture politique démocratique sont bien plus subtiles, pour ne pas dire insidieuses. On a fait grand cas de la stratégie autoritaire adoptée par la Chine, la Corée du Sud et Singapour, face à la crise du Covid-19. Ces trois pays ont décidé en haut-lieu de déployer des applications, des drones et des capteurs pour prescrire ce que leurs citoyens peuvent et ne peuvent pas faire. Sans surprise, les défenseurs affichés du capitalisme démocratique en Occident n'ont pas tardé à les fustiger. L'alternative, exprimée dans les colonnes du Financial Times par Yuval Noah Harari, le barde le plus éloquent de la doxa des élites, semblait tout droit sortie d'un manuel de propagande de la Silicon Valley : rendons les citoyens autonomes grâce à la connaissance !

Les solutionnistes humanitaires veulent que les gens se lavent les mains parce qu'ils savent que c'est pour leur bien, et celui de la société, au lieu de les y contraindre par la force, comme l'a fait le gouvernement chinois en menaçant de leur couper le chauffage et l'électricité. De tels discours ne peuvent que mener à l'appli-fication de la politique, même si les applications ainsi créées seront peut-être récompensées pour leur intérêt humanitaire.

Tout compte fait, l'appel d'Harari à rendre les citoyens autonomes à travers des interventions cognitives et comportementales diffère peu des étapes préconisées par Cass Sunstein et Richard Thaler, entre autres partisans du nudge. Ainsi, la gestion politique de la plus grande urgence sanitaire des cent dernières années est-elle réduite aux discussions « pragmatiques » sur la forme des distributeurs de savon et des éviers, dans la veine des réflexions de Sunstein et Thaler sur la forme des urinoirs dans les toilettes d'aéroport. Dans l'imaginaire solutionniste, il n'y a pas grand-chose d'autre à faire, puisque tous les corps et institutions intermédiaires, tout comme l'histoire, ont presque disparu du paysage politique. Pour les gens comme Harari et Sunstein, le monde est essentiellement fait de citoyens-consummateurs, d'entreprises et de gouvernements. Ils oublient les syndicats, les associations, les mouvements sociaux et toute institution collective liée par des sentiments de solidarité. Le mantra de « l'autonomisation par la connaissance » qui est au fondement du libéralisme classique, ne peut signifier qu'une seule chose aujourd'hui : davantage de solutionnisme. Il faut donc attendre à ce que les gouvernements investissent des milliards dans ce que j'ai baptisé l'année dernière la « technologie de survie » (en anglais « survival tech »), un ensemble de technologies numériques qui permettront au spectacle capitaliste de continuer, tout en soulageant quelques-uns de ses plus grands problèmes. L'État solutionniste verra ainsi sa légitimité renforcée en revendiquant son refus de « la voie chinoise ».

Pour une politique « post-solutionniste »

Ce dont nous avons besoin pour sortir de cette crise, c'est non seulement une politique « post-néolibérale », mais surtout une politique « post-solutionniste ». On pourrait tout d'abord en finir avec l'opposition binaire artificielle entre la start-up et l'économie planifiée centralisée, qui définit notre manière de percevoir l'innovation et la coopération sociale aujourd'hui. La question au cœur du nouveau débat politique ne devrait pas être « quelle force, de la social-démocratie ou du néolibéralisme, est la plus à même de maîtriser les forces de la concurrence de marché ? », mais bien plutôt « quelle force saura tirer profit des immenses opportunités

qu'apportent les technologies numériques en termes de nouvelles formes de coordination et de solidarité sociales ? »

Le « solutionnisme », dans une large mesure, n'est que l'application du fameux slogan de Margaret Thatcher : « There is no alternative » (« il n'y pas d'autre solution »). Au cours des quarante dernières années, les penseurs de gauche ont révélé la cruauté et l'impraticabilité d'une telle logique. Mais l'incohérence n'empêche pas l'acquisition de pouvoir politique. Ainsi le monde technologique que nous habitons a été conçu de telle sorte qu'aucune échappée à l'ordre mondial dominé par les marchés ne puisse jamais s'institutionnaliser. Les contours mêmes de notre débat excluent cette possibilité.

Les difficultés que l'on rencontre actuellement au sujet de la réponse technologique à adopter face au Covid-19 illustrent bien à quel point nous avons besoin d'une orientation politique post-solutionniste. Dans un pays comme l'Italie — j'en dirais dans ma troisième semaine de confinement à Rome — les solutions proposées manquent cruellement d'ambition. Le débat tourne autour des compromis entre vie privée et santé publique et la nécessité de promouvoir l'innovation par des start-ups de la « technologie de survie » qui donneraient le pouvoir aux citoyens, selon l'orientation proposée par Harari.

On est en droit de se demander où sont passés les autres choix. Pourquoi sacrifier la vie privée au nom de la santé publique ? Serait-ce parce que les infrastructures numériques actuelles sont construites par des entreprises technologiques et des opérateurs de télécommunication en vue de satisfaire leur propre modèle commercial ? Elles sont faites pour nous identifier et nous cibler en tant que consommateurs individuels ; peu d'efforts ont été consacrés à la mise en place d'infrastructures qui fourniraient des informations anonymes, à l'échelle macroscopique, sur les comportements collectifs. Pourquoi ? Eh bien parce qu'aucun projet politique n'avait envisagé la nécessité de telles analyses, puisque la planification, entre autres formes de coordination sociale non commerciale, ne figurait pas parmi les outils néolibéraux. Mais les sociaux-démocrates ne les ont pas réclamés.

Les infrastructures telles qu'elles existent ne sont malheureusement pas celles de l'assistance mutuelle et de la solidarité. Les infrastructures telles qu'elles existent sont malheureusement celles de la consommation individuelle, et non de l'assistance mutuelle et de la solidarité. Comme toute plateforme numérique, elles peuvent être utilisées à des fins diverses, comme le militantisme, la mobilisation et la collaboration, mais de tels usages se paient souvent au prix fort, même si cela ne se voit pas.

Voilà de bien frêles fondations pour un ordre social qui ne soit ni néolibéral ni solutionniste, et qui devra nécessairement être peuplé par des acteurs autres que les consommateurs, les start-ups et les entrepreneurs. Aussi tentant soit-il de bâtir ce nouvel ordre sur les fondations numériques proposées par Amazon, Facebook, ou votre opérateur mobile national, rien de bon n'en sortira : au mieux, un nouveau terrain de jeux pour solutionnistes, au pire, une société totalitaire envahissante fondée sur la surveillance et la répression. De nombreuses voix émanant de la gauche exhortent les démocraties à se montrer capables de régler cette crise mieux que les autocraties. Un appel qui risque de sonner creux, car les démocraties actuelles dépendent tellement de l'exercice non démocratique du pouvoir privé qu'elles n'ont de démocratie que le nom. En célébrant « la démocratie », on célèbre sans le vouloir le contingent invisible des start-ups au bord de la faillite et des technocrates pas si inoffensifs qui constituent l'État solutionniste.

Si cette tiède démocratie survit au Covid-19, elle devrait en priorité s'engager sur une voie post-solutionniste afin de s'emanciper totalement du pouvoir des entreprises privées. Sans quoi, nous risquons de reproduire la voie autoritaire, mais avec une élite encore plus hypocrite en matière de « valeurs démocratiques », de « mécanismes régulateurs » et de « droits humains ».

Par Evgeny Morozov

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de Bir Mourad Rais
Commune de Djaser kasantina

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux Dispositions de l'Article N°65 du décret présidentiel N° 15/ 247 du 16 septembre 2015, portant réglementations des Marchés publics et des délégations de service Publics.

**Le président de l'Assemblée Populaire
De la commune de Djaser kasantina.**
(Le service contractant dont le N° du NIR : 0941626900122)

Informe l'entreprise intéressée par l'objet de L'Avis d'Appel d'offres National Ouvert avec exigence De Capacités Minimal N°04/2020 Apparu sur les Quotidiens Nationaux « LA NATION » en date du 18/11/2020 « المحرر اليومي » en date du 17/11/2020 et le « BOMOP », que l'attribution provisoire des projets aux entreprises est amincée conformément au tableau suivant :

Intitulé de l'Opération	Entreprise	Site Technique	Montant Corrigé en T.T.C	Délai de réalisation	Observation
Création d'un réseau d'assainissement répartis en deux (02) lots séparés : Lot N° 01 : création d'un réseau d'assainissement à la cite El hayet vers sonelgaz 2 Lot N° 02 : création d'un réseau d'assainissement à la cite caznave C25 vers Kartel Echouk.	LOT N° : 01 SARL MAGHREB CONTRACTOR E.B.T.P.H N° NIF : 099916000786136	5(5) 70	4 296 257,00 DA	02 Mois	Après présélection technique Offre moins Disante « Offre Retenue »
	LOT N° : 02 ETP B.H.F MAAMRI HOUSSEM EDDINE N° NIF : 184411500974128	4(1) 70	6 229 888,00 DA	06 Mois	Après présélection technique Offre moins Disante « Offre Retenue »

Les autres soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres techniques et financières, sont invités, de se rapprocher des services de la commune de Djaser Kasantina, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de ce présent avis.

Conformément aux dispositions de l'Article N°82 du décret présidentiel N° 15/ 247 du 16 septembre 2015, portant réglementations des Marchés publics et des délégations de service Publics, Tout Soumissionnaire contestant le Choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours dans un délai de Dix (10) jours qui suivent la première parution de cet Avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, auprès de la commission des Marchés Publics de la Commune de Djaser kasantina, Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire un recours est prorogé au jour ouvrable suivant.

LA NATION 23/12/2020 ANEP 2016021093